

**Rapport d'Evaluation Multisectorielle**  
**Province du Nord Kivu, Territoire de Lubero, Chefferie de BATANGI**  
**Zone de santé : KAYNA**

Aires de santé : Singamwambe, Kanyabayonga, Vuvogho, Bulotwa, Kayna, Nyamiindo, Luofu, Miriki, Mulinde, Itsu, Katero, Bulinda, Kasando et CEBCA

Axes : Kanyabyonga commune-Kayina- Kirumba, Kayina-Luhofu-Miriki

Date de l'évaluation : 17 au 24/ 03/2023

Date du rapport : 27/03/2023

Pour plus d'information,

Laetitia ROUX, Head of Emergency, NRC DRC. [Laetitia.roux@nrc.no](mailto:Laetitia.roux@nrc.no) /+243815468882

Yves BYAMUNGU : Coordinateur Réponse Rapide, NRC NORD KIVU

[yves.byamungu@nrc.no](mailto:yves.byamungu@nrc.no) /+243820863521

## 1 Aperçu de la situation

### 1.1 Description de la crise

Nature de la crise:	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conflit armé</li> <li>• Mouvements de population</li> </ul>	
Code EH-tools	4667	
Si conflit :		
<i>Description du conflit</i>	<p>La situation sécuritaire dans le territoire de Rutshuru est caractérisée par des affrontements violents entre les FARDC et Alliés contre les éléments de M23. Des cas des violations graves des droits de l'homme, notamment des tueries des civils, des viols, pillages des centres hospitaliers, les pillages des maisons, destruction des écoles, torture et arrestation arbitraire de civils ont forcé des milliers des personnes à quitter leurs domiciles pour se réfugier dans des zones plus sécurisées.</p> <p>Plusieurs vagues des déplacements ont été signalées dans la zone de santé de Kayna. Selon le rapport d'évaluation multisectorielle des besoins en rapport avec l'alerte EHT4667 publié par l'ASBL APETAMACO au mois de février 2023, trois vagues des déplacés ont été signalées dans la zone de santé de Kayna.</p> <p>Environ 20,192 ménages sont arrivés en trois vagues dans les aires de santé de Singamwambe, Kanyabayonga, Vuvogho, Bulotwa, Kayna, Nyamiindo, Luofu, Miriki, Mulinde, Itsu, Katero, Bulinda, Kasando et CEBCA dans la zone de santé de Kayna.:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10,986 ménages en octobre 2022</li> <li>- 4,884 ménages en janvier 2023</li> <li>- 4,322 ménages en février 2023</li> </ul> <p>Il faut noter que la plupart des vagues de déplacés ont reçu l'assistance individuelle par NRC (cash multisectoriel à usage multiple) et PAM (cash pour achat des vivres et distribution inkind des vivres) en 2022. En revanche, pour la commune de Kanyabayonga seule la première vague de déplacés a été assistée par NRC alors que les déplacés des vagues de Décembre, Janvier et Février vivent dans les conditions de vulnérabilité criante.</p> <p>Pendant la période de cette évaluation, on a signalé plus de 6 cas de décès d'enfants à cause du manque de nourriture. Il faut signaler également que les centres et postes de santé de Kanyabayonga commune enregistrent plusieurs cas de malnutrition des enfants et des femmes enceintes.</p>	

A cela s'ajoute un autre afflux massif de déplacés en provenance de la zone de santé de Kibizi au mois de mars. Entre le 6 et 8 mars 2023, l'attaque de la cité de Kibirizi par les éléments de M23 a occasionné de nouveaux mouvements de population des localités de Kibirizi, Kibingu, Kirima, Kashalira, Katolo, Bwalanda vers Kanyabayonga, Bulotwa, Kayna, Luofu, Miriki et Kirumba dans le Sud du territoire de Lubero. Selon le comité des déplacés, les comités de mouvement de population, les organisations locales et les autorités locales, environ 12,557 ménages ont été accueillis dans la zone de santé de Kayna dont :

- 3,161 ménages se trouveraient à Kanyabayonga commune
- 935 ménages à Bulotwa
- 1,079 ménages à Miriki
- 942 ménages à Luofu
- 3,361 ménages à Kayna
- 3,100 ménages à Kirumba.

Ces déplacés sont hébergés dans les familles d'accueil, dans les écoles et églises et d'autres passent la nuit à la belle étoile.

Pour cette dernière vague des déplacés, beaucoup de cas d'incidents de protection sont signalés dans leurs villages de provenance, pendant le déplacement et dans la zone d'accueil. Plusieurs sources confirment qu'il y a eu des cas des tueries, des violences sexuelles, des vols des biens, pillages des maisons, assassinats ciblés, tortures dans la zone de provenance. Dans la zone d'accueil, autour de 100 cas de violence sexuelle par mois ont été enregistrés dans les différents postes et centre de santé de l'axe évalué.

Plusieurs stratégies de survie très dangereuses sont en train d'être développées par les déplacés. Plusieurs femmes et filles se livrent au sexe de survie, les enfants sont utilisés pour aller voler dans les champs des autochtones, la mendicité devient une monnaie courante. Toutes ces stratégies sont développées pour avoir la nourriture.

Cette situation accentue la vulnérabilité des déplacés dont plus de 70% ont fui l'attaque de M23 de manière brusque sans se préparer. A cela s'ajoute aussi la perte des biens de valeur pendant le déplacement entant qu'ils ont parcouru en moyenne une distance de 40 km pour atteindre les villages sécurisés.

C'est dans ce cadre que NRC, à travers son programme Urgence s'est positionné pour faire une **évaluation rapide multisectorielle des besoins**, une **évaluation rapide de protection** et une **étude marché** dans la zone de santé de Kayna, localités de Kanyabayonga, Bulotwa, Kayna, Luofu, Miriki et Kirumba en vue d'un éventuel positionnement dans la commune de Kanyabayonga et faire un plaidoyer pour couvrir le gap en fonction des capacités de réponse disponibles des acteurs présents dans la zone.

#### Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

**Tableau N°1** : Statistique de la deuxième, troisième et quatrième vague de déplacés dans la commune de Kanyabayonga, localité de Bulotwa, commune de Kayna, localité de Luofu, localité de Miriki et la commune de Kirumba qui ont fait l'objet de cette évaluation.

**Source** : comité des mouvements de population, comités des déplacés, autorités locales, organisations locales et infirmiers titulaires de différentes aires de santé évaluées.

Localités évaluées	Nbre de ménage Vague 2	Nbre de ménage Vague 3	Nbre de ménage Vague 4	Vague 2+vague3+vague 4 ménages déplacés	Total personnes déplacées	Population autochtone	Pression en %
	Janvier 2023	Février 2023	Mars 2023				
Kanyabayonga	2511	317	3161	5989	35934	61809	58.14
Bulotwa	261	261	935	1457	8742	31500	27.75
Kayna	310	1647	3361	5318	31908	23922	133.38
Luofu	367	459	942	1768	10608	4742	223.70
Miriki	575	894	1079	2548	15288	31219	48.97
Kirumba	860	744	3100	4704	28224	106800	26.43
<b>Total</b>	<b>4884</b>	<b>4322</b>	<b>12578</b>	<b>21784</b>	<b>130704</b>	<b>259992</b>	<b>50.27</b>

**Commentaires :**

Cette évaluation s'est focalisée sur les données de mouvement de populations des vagues de janvier, février et mars pour la commune de Kanyabayonga étant donné qu'il n'y avait aucune évaluation disponible. En revanche, dans les aires de santé de Bulotwa, Kayna, Luofu, Miriki et Kirumba cette évaluation a pris en considération les données de la vague de mars qui concernent l'attaque de différentes localités de la zone de santé de Kibirizi en date du 6 au 8 mars 2023. Les autres vagues ont été couvertes par l'évaluation de l'ASBL APETAMACO qui a publié son rapport le 28 février 2023.

La particularité de Kanyabayonga commune est qu'à part l'assistance en cash multisectoriel de NRC en décembre 2022, aucune assistance individuelle n'a été donnée aux autres vagues de déplacés. Ce gap nécessite un positionnement urgent des acteurs humanitaires.

Noter que ces différents déplacés proviennent de Kibizi, Kirima, Kashalira, Bwalanda, Kibingu, Kitchanga, Mweso, Kishishe et Bambu.

<i>Dégradations subies dans la zone de départ/retour</i>	Ces multiples crises ont été suivies par des exactions, incendies de maison, pillages des articles ménagers essentiels et des destructions de biens de valeur des populations civiles par les belligérants dans les différents villages de provenance, provoquant ainsi un important mouvement des populations vers les localités de Kanyabayonga, Bulotwa, Kayna, Luofu, Miriki et Miriki.
--	---

<i>Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En km : 40 Km en moyenne</li> <li>En temps parcouru : pour ceux qui se sont déplacés à pied, ils ont fait 2 jours de marche</li> </ul>
--	---

<i>Lieu d'hébergement</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Familles d'accueil</li> <li>Ecoles, églises,</li> <li>Sans abri</li> </ul>
---------------------------	---

<i>Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)</i>	34% de ménages enquêtés affirment qu'ils ont l'intention de rentrer chez eux. Cette intention se justifie par la reprise de la zone de Kibirizi par les FARDC et les conditions de vie difficiles (manque de nourriture, accès difficile aux soins de santé, les mauvaises conditions de logement) dans les localités de déplacement.
---	---

**Si épidémie**

Aucune épidémie signalée dans la zone pendant toute période d'évaluation.

**1.2 Profile humanitaire de la zone**

Crises et interventions dans les 6 mois précédents

<i>Crises</i>	<i>Réponses données</i>	<i>Zones d'intervention</i>	<i>Organisations impliquées</i>	<i>Type et nombre des bénéficiaires</i>
Crise de M23 (toutes les vagues de déplacement)	Distribution générale des vivres, Réponse à la Malnutrition Aiguë Modérée	Bulotwa, Kayna, Luofu, Miriki	PAM avec ses partenaires de mise en œuvre WV et Caritas Butembo	Les déplacés et familles d'accueil
Crise de M23 (toutes les vagues de déplacés)	Prise en charge de MAS auprès des enfants de 6 à 59 mois Monitoring de 6 violations des droits des enfants Enregistrement des naissances à l'Etat civil à travers le jugement supplétif, PEC Psycho et en santé mentale des enfants Prise en charge d'EAFGA Prise en charge transitoire d'ENA Appui à la prévention de l'EAS et VGB et référencement	Kanyabayonga, Kayna, Kirumba, Bulotwa, Mihobwe, Miriki et Luofu	UNICEF avec son partenaire de mise en œuvre ACOPE	Les déplacés, les autochtones
Crise de M23 (toutes les vagues de déplacés qui ne sont pas encore assistés)	Assistance alimentaire Distribution des kits AME Assainissement : Construction des ouvrages d'assainissement (latrines, ...) Hygiène : Promotion de l'hygiène	Kirumba	WHH	Les déplacés,
Mouvement des populations (les anciens déplacés et nouveaux déplacés 2022)	Réunification familiale avec une cabine téléphonique à appel gratuit pour les déplacés à Kanyabayonga et une autre à Kirumba Protection de l'Enfance Relance agricole - multiplication des semences Distribution de semences de qualité Réhabilitation de 2 réservoirs	Kanyabayonga, Bulotwa, Kayna, Luofu, Miriki, Kirumba	CICR	Les déplacés et autochtones
Crise M23 (toutes les vagues de déplacement)	Construction de 20 sources avec réservoir Construction d'une adduction Distribution de kits WASH Construction de 8 blocs de latrines de 4 portes chacun Distribution de kits de creusage pour latrines familiales destinés à 50 villages et cellules de commune de Kanyabayonga Formation des comités d'hygiène et d'assainissement, ATPC et de 5 Brigades scolaires Formation des leaders communautaires dans 4 aires de santé pour mener la sensibilisation sur l'hygiène en eau et assainissement	Kanyabayonga	TEAR FUND	Les déplacés et la communauté hôte
Crise M23 (Toutes les vagues des déplacés qui sont dans le besoin)	Prévention de VGB : Formation de leaders communautaires sur les notions de VBG services disponibles (55 leaders communautaires formés à Miriki, Katsinga, Kanune, Kimaka et Bulindi), Mise en place de 4 Groupes de Discussion avec les Hommes (masculinité positive), Sensibilisation à masse Réponse VBG : Formation des APS sur la gestion des cas, Gestion de cas de survivantes de VBG, Dotation de kits de dignités aux survivantes de VBG, Référencement des cas vers d'autres services (médical etc.),	Miriki, Katsinga, Kanune, Kimaka et Bulindi	DCA	Les déplacés et autres membres de communauté dans les besoins

	<p>Réhabilitation et équipement en matériels de 4 espaces sûrs des femmes ; Réinsertion socioéconomique à travers les AGR individuelles, Réinsertion socioéconomique à travers la mise en place, appui technique et matériels aux 7 Associations Villageoises d'épargne et de crédit</p>			
<p>Crise de M23 (toutes les vagues de déplacement)</p>	<p>PEC Psycho : - Offrir des services des prises charges psychosociales et psychologique dans les points de prestation de services et dans les espaces sûrs - Former des agents psychosociaux sur le soutien psychosocial et les outils de prise en charge psychosocial PEC juridique : - Fournir des conseils légaux et assurer l'accompagnement judiciaire des survivantes de violences basées sur le genre. - Appuyer 06 commissariats de police judiciaire en matériels de sécurisation et conservation de dossiers judiciaires de survivantes de VBG PEC Médical: - Former des prestataires de soins de santé sur la gestion clinique de cas de viol et le soutien psychosocial - Subventionner 18 structures sanitaires ciblées et le BCZ pour la prise en charge intégrée des survivantes de VBG et des personnes vulnérables - Appuyer la prise en charge médicale à 400 survivants de VBG dans les 18 centres de santé ciblées y compris dans les 72h00 après l'incident par du personnel formé sur la gestion clinique de cas de viol. <b>Prévention de VGB :</b> - Redynamiser et appuyer le fonctionnement de 18 organisations à base communautaire de protection impliquées dans les activités de réduction de la violence basée sur le genre - Appuyer l'organisation les campagnes de sensibilisation sur les concepts clés VBG, les services VBG disponibles <b>Accompagnement socio - économique des survivants :</b> - Appuyer l'aménagement et le fonctionnement de 6 espaces sûrs communautaires pour les femmes et filles - Appuyer 50 survivantes en fonds de démarrage d'activités génératrices de revenu pour leur autonomisation socio-économique et la réinsertion scolaire Réinsertion socio - économique au profit des victimes</p>	<p>Toutes les 23 aires de santé de la zone de santé de Kayna</p>	<p>Consortium AVSI et SOFEPADI</p>	<p>Les survivants de VBG, les déplacés et les communautés hôtes</p>
<p>Crise de M23 (toutes les vagues de déplacement et les résidents)</p>	<p>Soins de santé primaire dans 8 à 10 structures Gratuité pour les déplacés et autochtones en compléments des paquets apportés par IRC et CICR Prise en charge médical des VVS Appui au HGR de Kayna pour les soins des cas cliniques compliqués Prise en charge pédiatrique</p>	<p>Kanyabayonga, Bulotwa, Kayna, Luofu, Miriki et Kirumba</p>		<p>Les déplacés et toute la communauté hôte</p>

	Vaccination des enfants de 0 à 59 mois			
Crise de M23 (toutes les vagues de déplacement et les résidents)	Counseling, hébergement et orientation des malades vers les structures de prise en charge médicale ou psychologique, Réinsertion socio-économique des survivants VBG et apprentissage des métiers, Réparation des fistules et prise en charge des complications gynécologiques	Toutes les aires de santé de la zone de Kayna	HEAL AFRICA	Les déplacés et la communauté hôte
Crise de M23 (Toutes les vagues des déplacements)	Construction/ réhabilitation de 10 sources simples, de 7 sources protégées avec réservoir et 2 AEP avec 30 bornes fontaines (réhabilitation et extension) ; La promotion à l'hygiène et la distribution de savons en s'appuyant sur 19 relais communautaires ; Construction de 150 latrines d'urgence dans le cadre de l'assainissement ; La distribution de kits WASH NFI	Miriki et Kirumba	HEKS EPER	Les déplacés et les communautés hôtes
Crise M23 (toutes les vagues des déplacements)	Aménagement /Réhabilitant de 3 systèmes gravitaires d'eau potable Construction de 150 latrines familiales et des ouvrages PCI (18 portes de latrines, 6 portes de douches, 2 incinérateurs de Montfort, 2 fosses à aiguille avec broyeur, 2 fosses à placentas et 2 zones à déchets) dans les formations sanitaires	Kanyabayonga, Kirumba, Vuvogho, Luofu, Kikuvo et Kamandi	HYFRO	Les déplacés, les communautés hôtes
Sources		Compte rendu de la réunion de coordination tenue par OCHA Beni avec les organisations qui sont présentes dans la zone de santé de Kayna_18 mars 2023		

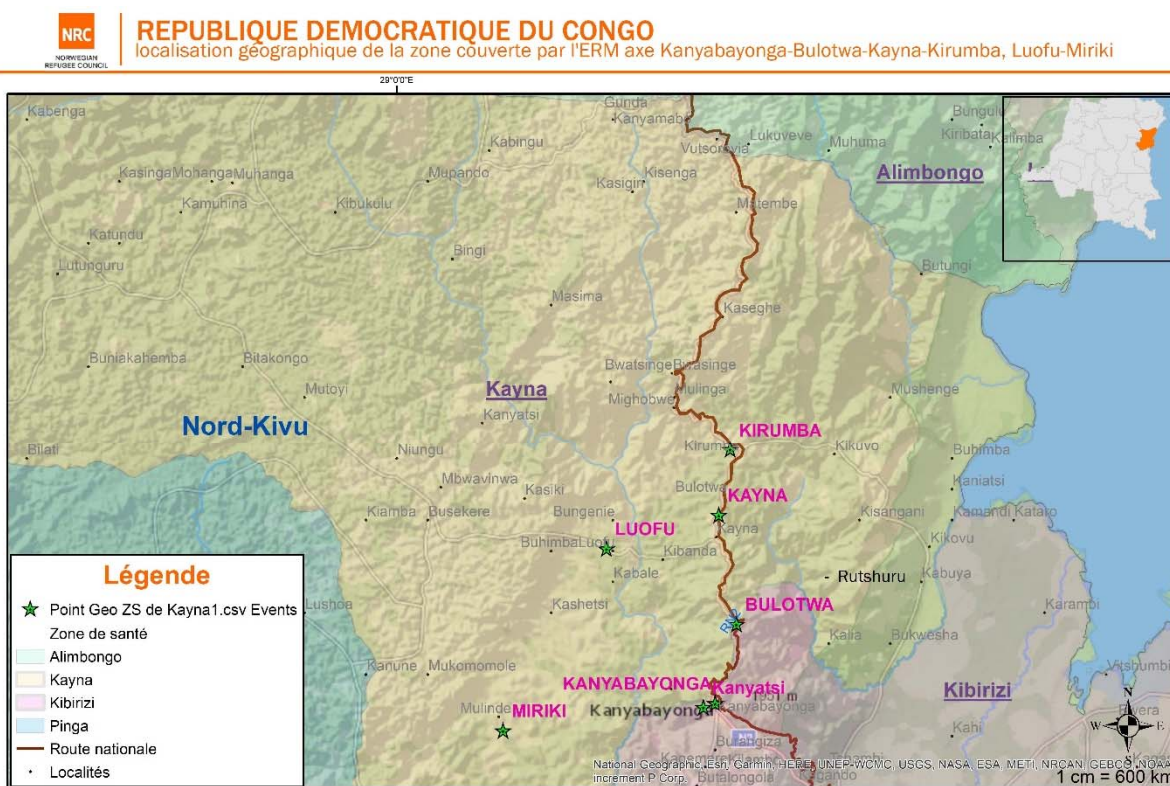
## 2 Méthodologie de l'évaluation

<b>Type d'échantillonnage:</b>	<p>La collecte des données au niveau de terrain a été rendue possible à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des entretiens avec les informateurs clés (IC)</li> <li>• Des groupes de discussion communautaire (GDC)</li> <li>• Des enquêtes ménages (EM)</li> <li>• Observation libre des infrastructures</li> </ul> <p>Plusieurs informateurs clés ont été interviewés dans l'axe Kanyabayonga- Bulotwa-Kayna-Luofu-Miriki-Kirumba. Ces informateurs clés sont constitués essentiellement des autorités locales, autorités sanitaires, les activistes des droits de l'homme, les organisations internationales et locales, les opérateurs économiques, les autorités militaires et policières, les autorités scolaires et les transporteurs, les relais communautaires, les comités de gestion d'eau, les comités de santé, les comités de déplacés et les comités de mouvement de population.</p> <p>En ce qui concerne les données qualitatives, NRC a tenu 23 focus groups dans l'axe Kanyabayonga- Bulotwa-Kayna-Luofu-Miriki-Kirumba :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 focus groups à Kanyabayonga, dont 1 focus group mixte avec les autorités locales, leaders locaux, les déplacés et les communautés hôtes, 1 focus group avec les femmes déplacées, 1 focus group avec le comité des membres de la communauté hôte et 1 focus group avec les membres de la FEC</li> <li>• 5 focus groups à Bulotwa, dont 1 focus group mixte avec les autorités locales, leaders locaux, les déplacés et les communautés hôtes, 1 focus group avec les femmes déplacées, 1 focus group avec le comité des membres de la communauté hôte.</li> </ul>
--------------------------------	--

- 4 focus groups à Kayna, dont 1 focus group mixte avec les autorités locales, leaders locaux, les déplacés et les communautés hôtes, 1 focus group avec les femmes déplacées, 1 focus group avec le comité des membres de la communauté hôte.
- 4 focus groups Luofu, dont 1 focus group mixte avec les autorités locales, leaders locaux, les déplacés et les communautés hôtes, 1 focus group avec les femmes déplacées, 1 focus group avec le comité des membres de la communauté hôte.
- 4 focus groups à Miriki, dont 1 focus group mixte avec les autorités locales, leaders locaux, les déplacés et les communautés hôtes, 1 focus group avec les femmes déplacées, 1 focus group avec le comité des membres de la communauté hôte.
- 2 focus group à Kirumba, dont 1 focus group avec les membres de comité de mouvement des population et 1 autres avec les femmes déplacées.

NRC a également mené des enquêtes ménages auprès d'un échantillon aléatoire simple de **118 ménages** dans la commune de Kanyabayonga, dans la localité de Bulotwa, dans la commune de Kayna, dans les localités de Luofu et Miriki et dans la commune de Kirumba.

### Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités



Les limites, les noms et les désignations utilisés sur cette carte n'impliquent pas une approbation ou une acceptation officielle de la part du NRC.  
Date creation: 27/03/2023  
Source données: OSM, BD, ...  
Production carte: Département IM

### Composition de l'équipe

Yves BYAMUNGU, Coordinateur RR, Nord Kivu/ Goma, [yves.byamungu@nrc.no](mailto:yves.byamungu@nrc.no)  
 Anne- Marie FURAHA, assistante protection Goma, [annemarie.furaha@nrc.no](mailto:annemarie.furaha@nrc.no)  
 Daniel KABASA, assistant RR, Nord Kivu, [daniel.kabasa@nrc.no](mailto:daniel.kabasa@nrc.no)  
 Irene KAHOMBOSHI, assistante RR, Nord Kivu, [irene.cizigire@nrc.no](mailto:irene.cizigire@nrc.no)  
 Diwa MUKATA, assistante RR, Nord Kivu, [diwa.mukata@nrc.no](mailto:diwa.mukata@nrc.no)  
 Adolphe MITIMA, Officier de Protection Beni, [adolphe.mitima@nrc.no](mailto:adolphe.mitima@nrc.no)  
 Josias KAMBALE, Officier Education Beni, [josias.kambale@nrc.no](mailto:josias.kambale@nrc.no)

## 3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

<i>Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)</i>	<i>Recommandations pour une réponse immédiate</i>	<i>Groupes cibles</i>
<p><b>Sécurité Alimentaire d'urgence</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Besoin urgent d'une assistance alimentaire aux populations affectées par la crise.</li> <li>Assistance en intrants agricoles et en AGR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Envisager une assistance alimentaire basée sur la vulnérabilité à travers la modalité appropriée,</li> <li>Appuyer les IDPS et FAMAC en petit commerce</li> <li>Faire un plaidoyer auprès des autorités pour les ménages autochtones de Kanyabayonga pour qu'ils accèdent à leurs champs se trouvant dans le parc,</li> <li>Distribution de cash direct pour permettre aux ménages déplacés de répondre facilement à leurs besoins qu'ils jugent prioritaires</li> </ul>	<p>Déplacés récents de la commune de Kanyabayonga et de la localité de Bulotwa</p>
<p><b>Abris et AME</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Manque d'abris d'urgence pour les nouveaux déplacés qui sont logés dans les écoles,</li> <li>Promiscuité dans les ménages d'accueil et dans les sites</li> <li>Perte, pillage des articles ménagers et incendie des maisons dans les villages de provenance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construire des abris d'urgence en faveur des nouveaux déplacés vivant dans les sites et ceux en famille d'accueil pour réduire la promiscuité ;</li> <li>Doter les déplacés des articles ménagers essentiels notamment les ustensiles de cuisine, la literie et les récipients de stockage d'eau et les habits</li> </ul>	<p>Tous les déplacés de la deuxième, troisième et quatrième vague de tout l'axe évalué</p>
<p><b>Santé Nutrition</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Parmi les maladies tropicales, le paludisme a un taux de morbidité supérieure à 3%. Les gastroentérites, les IRA, les IST et la malnutrition sont les pathologies les plus courantes dans la zone de santé de KAYNA.</li> <li>L'insécurité alimentaire se fait sentir dans toute la zone de santé avec comme conséquence le taux élevé de malnutrition ;</li> <li>Insuffisance des personnels soignant pour couvrir les consultations des déplacés qui sont nombreux dans la zone de santé de Kayna</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire un plaidoyer pour que la zone de santé de KAYNA puisse bénéficier d'un appui d'un partenaire médical en soins de santé primaire et nutritionnel.</li> <li>Prise en charge médicale gratuite en faveur des déplacés et ticket modérateur pour les familles hôtes.</li> <li>La distribution des vivres et la prise en charge des enfants malnutris en appuyant les structures médicales avec les intrants nutritionnels,</li> <li>Augmenter le nombre des personnel soignants, la capacité d'accueil en construisant des nouveaux bâtiments et les équiper (lits, médicaments, intrants...) surtout dans les structures sanitaires regorgeant une forte concentration ménages déplacés</li> <li>En raison d'accès physique et sécuritaires, mise en place d'une clinique mobile pour permettre aux ménages éloignés des structures sanitaires qui seront appuyées puissent bénéficier aussi d'un meilleur accès aux soins de santé primaire</li> <li>Renforcer la surveillance communautaire et appuyer les relais en formation sur l'EHA, le système de référencement des cas de VVS et cas de malnutritions en matériels pour que ces derniers assument convenablement leurs tâches</li> <li>Implication active du BCZS de KAYNA pour vulgariser et étendre le système de mutuelle de santé dans différentes aires de santé car cette approche a déjà des résultats positifs dans d'autres aires de santé.</li> </ul>	<p>Les déplacés et les communautés hôtes</p>



<p><b>Besoins moyens de subsistance :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Activités génératrices des revenus (AGR)</li> <li>• Besoin en outils aratoires et accès à la terre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation sur les activités génératrices des revenus (AGR) et le petit commerce ;</li> <li>• Distribution des géniteurs pour l'élevage ;</li> <li>• Envisager une intervention en sécurité alimentaire et moyen de subsistance dans l'axe de Kanyabayonga –Bulotwa- Kayna- Kirumba et Luofu-Miriki</li> <li>• Distribution des outils aratoires ;</li> <li>• Faire un plaidoyer auprès des autorités locales pour octroyer des terres à cultiver aux ménages déplacés dans les zones d'accueil</li> </ul>	<p>Populations déplacées, communauté d'accueil et autochtones vulnérables</p>
<p><b>Eau, Hygiène Et Assainissement</b></p> <p><u>Eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès difficile à l'eau</li> <li>• Insuffisance/manque de récipients de puisage et de stockage de l'eau pour les ménages déplacés</li> </ul> <p><u>Assainissement et hygiène</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible couverture en latrines publiques et familiales</li> <li>• Des trous à ordures quasi – inexistant</li> </ul>	<p><u>Eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser un Water trucking à Kanyabayonga en attendant une solution durable qui est d'augmenter le nombre des points d'eau à travers des nouvelles adductions d'eau potable et des sources de vallée.</li> <li>• Systématiser la chloration de l'eau aux lieux de puisage pour les ménages qui utilisent les eaux de sources de vallée (à Kanyabayonga, Bulotwa et à Luofu)</li> <li>• Distribution des kits Wash (bidon, bassin, gobelets, jag, ...) aux ménages déplacés qui avaient tout abandonné dans leur milieu de provenance.</li> <li>• Construction des latrines d'urgence dans les lieux qui hébergent plus des déplacés tels que les écoles, les églises, même certaines parcelles où on peut trouver plus de 6 ménages déplacés.</li> </ul> <p><u>Assainissement et hygiène</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Initier des séances de sensibilisation pour l'utilisation rationnelle des latrines familiales pour lutter contre les maladies des mains sales.</li> <li>• Disponibiliser des produits pour désinfecter les latrines familiales en état de remplissage.</li> <li>• Initier des séances de sensibilisation pour la bonne gestion des ordures ménagères,</li> <li>• Creuser des fosses à ordures dans les lieux qui hébergent plus des déplacés (concession de la commune de Kanyabayonga, écoles, églises)</li> <li>• Distribuer des outils de creusage des fosses à ordures (et latrines) aux ménages ayant plusieurs déplacés et familles vulnérables</li> </ul>	<p>Les déplacés et la communauté hôte</p> <p>Les déplacés</p> <p>Les déplacés et les membres de la communauté</p> <p>Les déplacés et les membres de la communauté</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque des douches dans les lieux qui hébergent les déplacés</li> <li>• Accès difficile au savon pour les ménages déplacés</li> <li>• Accès difficile au KHI.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction des nouvelles douches dans la concession du bureau de la commune, construire des douches d'urgence dans les écoles et églises qui hébergent les déplacés,</li> <li>• Distribution du savon aux ménages déplacés.</li> </ul> <p>Il faut signaler qu'en février 2023 Tear Fund avait distribué du savon à 2000 ménages dans la commune de Kanyabayonga. Il y a encore beaucoup des besoins non couverts</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribution des KHI</li> </ul>	
<p><b>Education :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La plupart des enfants déplacés ne sont pas intégrés dans les écoles dans les zones de déplacement</li> <li>• Les écoles de Kanyabayonge ont arrêté de fonctionner pendant 10 jours à la suite de la psychose de la guerre entre le 6 et le 20 mars 2023 ;</li> <li>• Manque des fournitures scolaires pour les enfants déplacés pour faciliter leur insertion à l'école ;</li> <li>• Manque de moyens pour le paiement des frais exigés dans les écoles non prises en charge par le gouvernement ;</li> <li>• Utilisation des enfants dans les travaux dangereux comme la vente de la boisson, des stupéfiants, de la drogue et leur utilisation dans des maisons de tolérance.</li> <li>• Responsabilité précoce quand les parents partent camper dans les champs ;</li> <li>• Classes pléthoriques ;</li> <li>• Insuffisance des pupitres dans les écoles.</li> <li>• Latrines presque existantes et pleines à la suite de leur utilisation non rationnelle par des groupes armés et les déplacés ;</li> <li>• Les élèves des écoles secondaires sont aussi dans le besoin d'être réintégré dans les écoles.</li> <li>• Traumatisme de voir leur année blanche pour les élèves de terminal</li> <li>• Manque des kits scolaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouvrir les écoles fermées pour permettre aux enfants d'accéder à l'éducation ;</li> <li>• Augmentation des capacités d'accueil dans les écoles de la communauté hôte ;</li> <li>• Libéré les écoles en construisant des camps de transit pour les personnes déplacées dans le besoin.</li> <li>• Appui en cash à usage multiple pour soutenir l'éducation des enfants vulnérables à risque décrochage scolaire et les enfants déplacés.</li> <li>• Doter les écoles des pupitres pour permettre aux enfants de reprendre les études dans des bonnes condition d'apprentissage.</li> <li>• Distribution des fournitures scolaires aux écoliers</li> <li>• Intégrer les enfants déplacés dans les écoles de la place pour les aider à finir l'année scolaire.</li> <li>• Organiser des cours de récupération en faveur des enfants déplacés et ceux en risque d'abandon,</li> <li>• Renforcement des mécanismes de protection en milieu scolaire visant à prévenir et à diminuer les risques de protection auxquels les enfants sont exposés.</li> <li>• Doter les écoles des fournitures et manuels suffisants pour aider les enfants déplacés à intégrer l'école.</li> <li>• Augmenter la capacité d'accueil des écoles et des salles de classe qui ne respectent pas les normes.</li> <li>• Construire les latrines pour réduire les risques à l'école.</li> </ul>	<p>Les enfants déplacés et autochtones en âge scolaire, les parents d'élèves et les enseignants.</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Paupérisation des parents par le déplacement</li> </ul>		
<p><b>Protection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de l'autorité de l'état dans les zones sous occupation des groupes armés auteurs de plusieurs violations des droits humains.</li> <li>• Les conditions d'hébergements de déplacés dans les sites collectifs et dans les familles d'accueils demeurent préoccupées, une assistance en abris d'urgence soulagerait les personnes affectées.</li> <li>• Insuffisance d'espaces cultivables par suite de l'infertilité de la terre dans les champs proches de grandes agglomérations et du conflit des limites opposant la population riveraine du parc national de Virunga et l'ICCN.</li> </ul> <p><u>VBG</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance d'information dans la communauté sur les services disponibles de prise en charge de cas de VBG.</li> <li>• Encadrement des jeunes par des activités de réinsertion professionnelle des jeunes pour limiter les cas de recours à des stratégies négatives de survie (enrôlement dans les GA, sexe de survie, vol, toxicomanie, exploitation des jeunes filles et femmes dans les maisons de tolérance)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire un plaidoyer auprès des autorités militaires de la 34<sup>ème</sup> région militaire pour renforcer les dispositifs sécuritaires dans les zones sous occupation des GA. D'accélérer le processus du P-DDRC afin de mettre fin à l'activisme des éléments de GA locaux.</li> <li>• Plaidoyer auprès des acteurs intervenant dans l'abris d'accorder une attention particulière aux personnes déplacées vivant dans les sites collectifs (écoles) dans la commune rurale de Kanyabayonga.</li> <li>• Au cluster protection/GTLTP de faire un plaidoyer auprès du gouvernement congolais de bien suivre et gérer ce conflit qui risquerait de prendre de l'ampleur et produire des effets néfastes.</li> <li>• Aux acteurs dans la zone de renforcer la sensibilisation de la communauté sur la prévention contre les VBG, les services disponibles et les modalités d'accès à ces services. Faire un plaidoyer pour un positionnement adéquat (prise en charge holistique) pour suivre l'évolution de nombreux cas de viols signalés dans la communauté.</li> <li>• Faire un plaidoyer auprès de acteurs de protection afin d'initier des projets pouvant répondre à ce besoin ressenti dans la communauté. Car cette situation de recourir à des stratégies négatives de survie serait dû au manque d'occupation de la population déplacée, mais aussi, de manque d'espaces cultivables dans les zones d'accueil. Une sensibilisation doit être faite aux communautés et aux autorités locales de Kanyabayonga pour démanteler les maisons de tolérance présentes dans cette zone et qui favorise la délinquance juvénile.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les déplacés, les retournes et les familles d'accueils tous sont affectés par l'insécurité qui prévaut dans la zone.</li> <li>• Déplacés</li> <li>• La communauté de Kanyabayonga</li> <li>• Toute la communauté déplacée et communauté d'accueil.</li> <li>• Les membres de la communauté sur l'axe d'évaluation</li> </ul>
<p><i>Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé Nutrition, Education,</i></p>		

#### 4 Analyse « ne pas nuire »

## Risque d'instrumentalisation de l'aide

Depuis plusieurs années la zone de santé de Kayna avait toujours accueilli des déplacés des crises extérieures qui se viciaient dans le territoire de Rutshuru, le Nord de Walikale et d'autres coins du territoire de Lubero où il était rapporté l'activisme des multiples groupes armés locaux à tendance ethnique, qui s'affrontaient régulièrement en créant des mouvements de déplacement répétitifs des populations civiles.

Avec la crise M23 les populations du territoire de Rutshuru et une partie du territoire de Masisi se seraient déversées dans la zone de santé de Kayna (Kanyabayonga, Bulotwa, Kayna centre, Kirumba, Luofu, Miriki...) ; d'autre dans la partie nord de Rutshuru en groupement de Kanyabayonga (Birundule, Iyobora, Lusogha, Bulindi, Bitongi...) et d'autres sont allés jusque dans la zone de santé d'Alimbongo et partout à hier. Il est à signaler que cet afflux massif de la population a attiré l'attention des acteurs humanitaires vers cet axe.

Ces déplacés venaient d'une vague après l'autre suivant les avancés de terroristes M23. Les premières interventions en faveur de ces déplacés de la première vague venue de Rutshuru centre, Kiwanja et ses environs étaient réalisées par NRC sur l'axe Kanyabayonga – Bulindi - Birundule en décembre 2022, par CICR dans la commune rurale de Kirumba et par PAM via son partenaire Wold Vision sur l'axe Kayna - Luofu-Miriki.

Toutes les vagues venues après novembre 2022 n'ont jamais reçu aucune assistance humanitaire. La communauté d'accueil vulnérabilisée par le long séjour des déplacés dans leurs ménages, l'improductivité de leurs terres proches des grandes agglomérations, l'accès réduit aux champs étant donné que la plupart de la population faisait les champs dans la partie du territoire de Rutshuru sous occupation des GA, mais aussi la fermeture des voies routières sur l'axe Kanyabayonga- Rutshuru-Goma et Kanyabayonga- Mweso - Kitshanga- Goma bloquant la circulation des biens/marchandises et des personnes., exposeraient aux risques de développer des stratégies de survie à risque.

### • Risques :

- Le NRC était dans la zone (Kanyabayonga) en novembre et décembre 2022 pour les enregistrements et distribution de l'aide aux déplacés de la première vague. Les autorités et leaders communautaires connaissent déjà sa manière de faire qui ne les laisse pas une marge des manœuvres, non plus aucune faveur non méritée. Ces derniers chercheront à tout prix comment déjouer à la rigueur des staffs NRC qu'ils qualifient de rigide en positionnant des faux bénéficiaires au détriment des vrais déplacés.
- L'attentisme est trop élevé dans la zone les communautés d'accueil et les déplacés des anciennes vagues useront de leurs mieux pour se faire passer pour cibles selon les critères d'éligibilité qui seront établis.
- Il s'observe la présence des plusieurs militaires FARDC, éléments de la PNC et leurs dépendants dans la zone, ces derniers sont à mesure d'influencer négativement les activités d'enregistrement en voulant se faire passer pour des bénéficiaires.
- Dans les villages sous contrôle des différents groupes armés Mai-mai et Nyatura, ces derniers peuvent instrumentaliser l'aide en intimidant les guides et enquêteurs lors de l'identification pour faire identifier de forcer leurs dépendants.
- Les comités de mouvement de population sont constitués principalement des résidents et déplacés des de plus de 10 ans qui se seraient déjà intégrés localement, ces derniers sont habitués à travailler avec les humanitaires, certains considèreraient l'apport de l'aide comme une occasion de se retrouver. Ils ont tendance à gonfler les chiffres des déplacés pour des raisons inavouées. Ils sont à mesure de créer des ménages fictifs pour satisfaire à leurs désirs.
- L'utilisation de ces comités en qualité d'enquêteurs accroîtrait le risque de fraude de monnayage de l'enregistrement.
- Nous sommes dans une période où les élections pointent à l'horizon, le risque de politisation des activités humanitaires par les hommes politiques en quête de la popularité reste très probable et élevé. Certains hommes politiques auraient déjà rendu disponible des véhicules camions (Fuso) pour faciliter gratuitement le transport retour des déplacés de Kibirizi. En cas d'assistance dans la zone de Kibirizi, zone de retour, ces derniers sont en mesure de le capitaliser à leur actif.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Le non pris en compte de la partie Kanyabayonga groupement et autres villages environnants accroît le risque d'appels d'air.</li> <li>• <b>Mesures de mitigation</b></li> <li>— A l'équipe enregistrement soutenue par la redevabilité avant et pendant le ciblage de renforcer la sensibilisation des autorités de base sur les principes humanitaires, la gratuité de l'aide humanitaire, leurs responsabilités et le rôle qu'elles doivent jouer pendant la réponse humanitaire.</li> <li>— Impliquer et faire participer les autorités, leaders communautaires et autres membres de la communauté dans la définition des critères de vulnérabilité.</li> <li>— Au département Accès humanitaire de se déployer sur terrain pour la sensibilisation des militaires et autres groupes armés actifs dans la zone sur les principes humanitaires et le caractère civil de l'assistance humanitaire en vue de minimiser le risque de soulèvement de leurs dépendants.</li> <li>— A Kanyabayonga où il y a deux comités de mouvement de population de s'assurer que tous 2 sont représentés pendant les différentes réunions communautaires.</li> <li>— Accorder une attention particulière aux membres des comités mouvement de population, guides et enquêteurs qui seront recrutés localement qui appuieraient l'identification afin de minimiser les risques de monnayage de l'enregistrement et désorientations des staffs pendant l'enregistrement.</li> </ul> <p>Coordonner avec l'acteur positionné du côté groupement Kanyabayonga, au besoin monter une stratégie commune pour minimiser les cas des appel d'air et doublon de tout côté. (Exemple : avec le consentement des bénéficiaires de prendre de la photo de l'enquêté qui servira d'élément de référence pour la traque des doublons).</p>
<p><b>Risque d'accentuation des conflits préexistants</b></p>	<p>L'axe évalué est mixte, constitué des populations résidentes et déplacées de vagues différentes, parmi elles celles ayant déjà reçu une assistance et d'autres qui n'ont jamais reçu aucune assistance. Les déplacés des anciens vagues se disent avoir aussi accueilli des nouveaux déplacés. Assister seulement ceux de nouvelles vagues accentuerait le conflit et serait source d'évictions forcées des nouveaux déplacés par leurs familles d'accueils.</p> <p>La non-considération de deux comités de mouvement de population de Kanyabayonga pendant la mise en œuvre de nos activités exacerberait le conflit entre ces derniers.</p> <p>Pour la localité de Luofu dans le groupement Tama, d'intervention dans cette contrée, ne pas prendre en compte les villages sur l'axe Luofu – Mbwavinywa pourra affecter le leadership des autorités locales et donner un prétexte aux groupe armé et à la population de cette entité qui penseraient que les humanitaires n'y arrivent plus car sous contrôle de GA.</p> <p>Il y a de familles monoparentales dans la zone de déplacement, des hommes qui avaient fui laissant leurs femmes et enfants dans les zones de provenances étant donné que ce sont les hommes et jeunes garçons qui seraient plus visés par les terroristes du M23. Ainsi prendre comme critère d'alibité la présence physique de tous les membres d'une famille dans un ménage serait une source de conflit et omission de certains vrais déplacés.</p> <p>En cas de recrutement des enquêteurs journaliers qui appuieraient l'enregistrement, penser à la représentation des différentes localités qui seront concernées par l'activité pour minimiser les risques de conflit entre les jeunes de ces localités.</p> <p>Il était rapporté des cas de propos à tendance stigmatisant certains déplacés de la communauté hutu à morphologie apparente aux tutsi par certains membres de la communauté de Kanyabayonga poussant ces derniers à rebrousser chemin et s'orienter vers Lusogha, Birundule et Nyanzale où ils pensaient trouver les leurs. Les équipes terrain doivent prendre en compte cet aspect de chose et rester dans le strict respect des principes humanitaires afin de préserver notre neutralité et n'est pas exacerbé des tensions communautaires.</p>

<b>Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services</b>	<p>Les zones évaluées (Kanyabayonga, Bulotwa, Kirumba Lusogha et Miriki) sont interconnectées et parmi elles il y a des grands centres commerciaux comme Kirumba et Kanyabayonga avec une forte capacité. Ils sont connectés à la grande ville commerciale de la province du Nord Kivu (la ville de Butembo). En termes des articles divers (AME et vivres) il n'y a pas à craindre. Cependant pour les produits vivriers locaux il faut une étude du marché approfondie car la grande partie de ces produits proviendrait des zones de provenance des déplacés notamment Kibirizi, Kikuku, Birundule, Lusogha et Rutshuru où l'accès aux champs est très réduit par suite de l'insécurité qui y prévaut.</p> <p>Localement, il a été rapporté que les terres seraient devenues improductif par suite de l'infertilité du sol et les terres fertiles sont sous contrôles des GA et d'autres sont dans les espaces protégés de l'ICCN.</p>
--	---

## 5 Accessibilité

### 5.1 Accessibilité physique

<b>Type d'accès</b>	L'accès est possible en véhicule, moto, vélo et gros camion dans toutes les aires de santé évaluées sur l'axe Kanyabayonga- Bulotwa-Kayna-Luofu-Miriki-Kirumba. L'accès physique dans les localités évaluées est garanti à toutes saisons.
---------------------	--

### 5.2 Accès sécuritaire

<b>Sécurisation de la zone</b>	<p>La situation sécuritaire de la zone de santé de Kayna, en particulier dans l'axe Kanyabayonga- Bulotwa-Kayna-Luofu-Miriki-Kirumba est caractérisée relativement calme, cependant on observe la présence de différents acteurs armés étatiques et non étatiques qui coalisent.</p> <p>Dans la commune de Kanyabayonga, il y a une présence de beaucoup d'éléments FARDC et leurs dépendant qui ont fui lors de la prise de la cite de Rutshuru et Kiwanja. Quelques de tracasseries causées par ces derniers ont été signalés dans la commune rurale de Kanyabayonga. Ces éléments exigeraient des taxes pour l'accès aux champs. Dans ces zones excentrées les femmes sont victimes violence sexuelle.</p>
<b>Communication téléphonique</b>	La couverture en réseau téléphonique est totale dans la commune de Kanyabayonga, commune de Kayina et Kirumba. Dans les localités de Bulotwa, Luofu et Miriki la couverture est partielle parfois presque inexistante pour certains réseaux notamment le réseau de Vodacom et Orange.
<b>Stations de radio</b>	Quelques radios communautaires émettent à Kanyabayonga, Bulotwa, Kayna, Luofu, Miriki et Kirumba et couvrant quelques fois toute la zone, aussi ces radios communautaires font souvent le relai avec la radio OKAPI et la RTN/Kinshasa.

## 6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

### 6.1 Protection

<b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b>	Des réponses sont en cours, mais jugées insuffisantes par la communauté bénéficiaire. Les besoins restent encore énormes dans la zone pour certaines spécialités notamment en VBG, réunification familiale, réinsertion profession des jeunes.
---	--

#### Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident		Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
SGBV	Viol	En cours de chemin pendant le déplacement sur tous les axes Kibirizi-Kanyabayonga. Dans les champs de Kyahulwa, Luhunga, Butolera.	Des militaires incontrôlés de FARDC, les membres des GA Mai-mai Ngolenge, FPP/AP, CMC/Bigabo et des personnes civiles.	Plusieurs cas rapportés dans les structures de prise en charge médicale et dans les focus group et entretiens individuels. Une moyenne d'environ 100 cas de viol par mois.	<p>Les cas de viol sont devenus une monnaie courante dans la zone, les femmes et filles sont plus vulnérables quand elles vont dans les champs à la recherche des vivres et bois de chauffe.</p> <p>D'autres pendant le déplacement. Malgré la sensibilisation, il a été rapporté que la culture locale n'encourage pas la dénonciation de cas de viol de peur d'être stigmatisée et de fois répudiée au foyer pour les cas des femmes mariées.</p> <p>Les survivantes qui se rendent dans les structures sanitaires pour la prise en charge, elles préfèrent le faire dans l'anonymat sans que personne ne s'y rende compte. De peur des représailles, même si l'auteur est connu les victimes n'envisagent pas l'aspect juridique et judiciaire.</p>
	Exploitation sexuelle, Mariage précoce	Kanyabayonga, Kayna, Kirumba, Luopfu et Miriki	Des proxénètes civiles et des éléments de GA, Jeunes civils	Plusieurs cas	<p>Il est rapporté la prolifération des maisons de tolérance dans les villages et communes précitées. Les jeunes filles y sont plus exploitées. Elles sont dénommées « Matungulu » qui veut dire condiment pour les hommes qui prennent la boisson dans ces maisons.</p> <p>D'autres jeunes filles adolescentes par manque de moyen de la part de leurs parents pour subvenir à leurs besoins, elles s'amènent précoce au foyer pour cohabiter avec un homme qu'elle prétend la prendre en charge en qualité d'épouse.</p> <p>Signalons aussi que les sexe de survie était rapporté parmi les stratégies de survie.</p>

Violation des droits à la propriété	Taxes illégales, Extorsion, Pillage/Vol	<p>A Kanyabayonga, Bulotwa.</p> <p>Dans les zones d'origines de déplacés (Kibirizi, Kirima, Kibingu, kashalira, birundule et iyobora,...).</p> <p>Dans les zones sous contrôles des GA (Kyahulwa, Luhunga, Butolera.) champs de la population des villages évalués.</p>	FARDC, PNC, membres de Groupes armés tous confondus (CMC, FPP/AP, FDLR, Nyatura CMC/Bigabo et Mai-mai Ngolenga ,	Plusieurs cas	<p>Plusieurs cas d'extorsion des téléphones et d'argent attribués aux militaires FARDC et PNC dans la commune rurale de Kanyabayonga pendant les heures de patrouille.</p> <p>Des cas de Vol et pillages attribués à tous les GA confondus et aux FARDC pendant le déplacement de la population ont été rapportés.</p> <p>Les GA Nyatura, FPP/AP, les FDLR et les éléments Mai-mai Ngolenge, érigeaient des barrières sur les chemins allant dans les champs sur différents axe sous leurs contrôles et font payer des taxes mensuelles d'une valeur d'entre 1000FC et 2000fc pour chaque personnes adulte qui va au champs dans les entités sous leur contrôle.</p> <p>Pour le Mi-mai Ngolenga, ils ont deux types de taxes, une taxe de 2000fr pour les vivriers et une autre mensuelle d'entre 10000 FC à 12000 FC par champ de culture industrielle(café). En cas de retard de paiement de cette taxe, les auteurs font payer des amendes exorbitantes qui vont jusqu'à 20 0000FC.</p> <p>En date du 14 mars 2023, les éléments mai-mai Ngolenga positionnés à ilangira auraient fait une incursion dans le village Butshembimba où ils auraient pillé 6 chèvres, 4 poules et une quantité suffisante d'huile de palme.</p> <p>Certains déplacés n'ayant pas accès à leurs champs ou à d'autres moyens de subsistance volent de la nourriture dans les champs de la population hôte provoquant une méfiance</p>
	Destruction méchante des maisons	Kibirizi, Kibingu, Kirima	Les éléments du M23	80% des maisons	Dans les zones de départ des déplacés, il a été rapporté que les portes 80% des habitations de Kibirizi ont été fracassés par les terroristes du M23 et autres criminels inconnus.
Violation des droits à la liberté	Restriction de mouvement	Kyahulwa, Luhunga, Butolera et sur le chemin Kanyabayonga-Miriki	Mai-mai FPP/AP et Mai-mai Ngolega	Non déterminés	<p>Ces groupes armés érigent des barrières sur le chemin allant dans les champs des villages précités dans la colonne 2 de la même ligne. Sur ces barrières personne ne peut franchir si elle n'a pas encore payé leur taxe mensuelle de 2000 FC.</p> <p>Ainsi par crainte de représailles des groupes armés qui sont dans les environs de Kanyabayonga, Bulotwa, Luofu et Miriki, certaines personnes (les hommes, femmes et filles) sont contraintes de ne pas aller dans leurs champs.</p>



	Arrestations arbitraires	Kyahulwa	GA Mai-mai Ngolenga	6 cas	<p>En date du 8 mars 2023 dans le champ agricole de Kyahulwa, huit femmes dont 6 déplacées et 2 résidentes étaient victimes d'arrestation perpétrée par les éléments Mai-mai Ngalenga.</p> <p>Les victimes étaient libérées après avoir payé une somme de 10000 FC chacune. Le motif de leur arrestation était que ces femmes ne disposaient le jeton preuve de paiement de leur taxe qu'ils font payer aux usagers de ces tronçons.</p>
	Travaux forcés	Ilangira/Bulotwa, Luofu,	Groupes Mai-mai FPP/AP et Ngolenga	Plusieurs cas	<p>Les éléments de ces groupes armés font travailler par force tous les hommes de ces entités pour la construction de leurs huttes. Un système de travaux forcé seraient déjà instauré sous label du Salongo.</p>
Violation des droits à la vie et à l'intégrité physique.	Menace de mort	Bulotwa	Mai-mai Ngolenga	2 cas	<p>En date du 15 mars 2023 au village Bulotwa, 2 jeunes conducteurs des motos étaient menacés de mort par des éléments mai-mai Ngalenga qui voulaient le ravir leurs motos. Quand ces jeunes voulaient afficher une résistance, ces derniers auraient crèpité plusieurs coups des balles créant une psychose au sein de la communauté.</p>
	Exécution sommaire et coups et blessures	Kibirizi	Les éléments de M23	3 cas	<p>En date du 6 mars 2023 au village Kibirizi dans la localité du même nom, 3 personnes étaient tuées par les éléments du M23. Ces personnes étaient tombées dans les mains des assaillants pendant qu'elles tentaient de fuir.</p>
Conflits Fonciers	Conflit de limites entre la population riveraine du parc de Virunga et l'ICCN	Kanyabayonga	Responsable et l'ICCN et les Eco gardes	La population de la zone.	<p>Le Conflit de limite entre la population riveraine de parc national de Virunga et l'ICCN auraient déjà été à la base de plusieurs violations de droits humains (meurtre, incendie des maisons et destruction des cultures).</p> <p>Pendant la chasse des agriculteurs qui exploitent la partie mise en cause par les éco gardes, ces derniers au mois de janvier 2023 auraient incendié une maison dans laquelle il y avait un bébé après avoir chassé sa mère l'abandonnant dans la maison.</p>
Violation 1612	Enrôlement et utilisation des enfants dans les forces et	Dans presque toutes les zones sous contrôle des GA confondus.	Tous les groupes armés confondus	Non déterminé	<p>Les enfants sont enrôlés par les groupes armés et utilisés par ces derniers pour de petits travaux et d'autres comme des concubines.</p> <p>Les RECOPE Kanyabayonga ont rapporté que plus de 6 enfants filles sorties de ces groupes armés étaient</p>

	groupe armés				enregistrées mais par manque d'encadrement ces enfants auraient disparu dans cités.
<b>Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté</b>	<p>A part les cas isolés rapportés des propos stigmatisant tenus par certains membres de la communauté de Kanyabayonga à l'égard des déplacés membres de la communauté hutu à morphologie de tendance tutsi, dans l'ensemble les différents groupes des communautés cohabitent bien. Cependant, dans certaines familles d'accueil qui semblent être fatigué de nombre important des déplacés dans leurs ménages, il s'observe un climat de méfiance à l'égard de ces derniers.</p> <p>Actuellement presque toutes les communautés ont mis de côté leurs discordances liées aux intérêts des uns et des autres. Elles cohabitent bien malgré leurs conflits extérieurs. Elles restent toutes focalisées sur les terroristes du M23 qu'elles considèrent comme ennemie commun.</p>				
<b>Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.</b>	<p>Des acteurs humanitaires et étatiques gérant certains cas d'incidents de protection sont dans la zone. Néanmoins les interlocuteurs notent que les besoins restent énormes dans la communauté malgré ces structures avec faible couverture. Les structures existantes sont tous les centres de santé de la zone évaluée qui ont des réponses sur la prise en charge médicale des survivantes de VBG. Ils sont appuyés en kit de prévention poste exposition par PAP-RDC, PPSSP et MSF. La réunification familiale (IDTR) CICR, ACOPE, AVSI et UPEDECO. Protection communautaire AVSI, DCA. La PNC dans la sécurité et accompagnement juridique. Gestion des conflits NPRC, CLPD, CPDJ et les autorités coutumières</p>				
<b>Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base</b>	<p>L'insécurité a impacté sensiblement sur l'accès aux services sociaux de base notamment la fermeture des classes dans les zones d'origine, la suspension des cours pendant plus d'une semaine dans la commune rurale de Kanyabayonga et dans le groupement Kanyabayonga/ partie Rutshuru.</p> <p>Non accès aux soins de santé par manque de moyen, problèmes d'accès au logement. Certains déplacés passent nuit à la belle étoile et d'autre dans des sites spontanés. La promiscuité des déplacés dans les familles d'accueil, la restriction d'accès aux champs et la hausse de prix des denrées alimentaires dans les marchés des zones de déplacement accentuent le niveau de vulnérabilité des familles déplacées. .</p>				
<b>Présence des engins explosifs</b>	<p>A part un cas rapporté par les RECOPE d'une munition abandonnée par les militaires FARDC dans la commune de Kanyabayonga., il n'y a pas d'autres cas signalés. Cependant, vue la sur militarisation de la zone par des militaires loyaliste et éléments de groupes armés en provenance des lignes de fronts, la communauté doit être vigilante étant donné que ces derniers sont disséminés dans la communauté. Le risque de reste explosif de guerre et munition abandonnées reste élevé.</p>				
<b>Perception des humanitaires dans la zone</b>	<p>La perception des humanitaires par l'ensemble de la communauté est bonne et soulageraient d'avantage les personnes affectées par la crise. Néanmoins certains interlocuteurs n'ont pas hésité d'évoquer que certains agents des organisations humanitaires se comporteraient à des petits dieux quand ils travaillent dans la zone. Ils tiendraient des propos discourtois à l'égard des membres de la communauté qui les accompagnent dans la mise en œuvre des activités.</p> <p>Certaines autres organisations sous estimerait les capacités locales jusqu'au point importer même la mains œuvre occasionnelle et des services facilement trouvable dans la zone.</p> <p>Pendant l'entretien avec les commerçants, ces derniers ont exprimé un sentiment de mécontentement à l'égard de NRC pour n'avoir pas respecté ses engagements pendant une intervention réalisée en 2019 sur l'axe Buleusa- Bukumbirwa-Rusamambo. Ces derniers s'adressaient à l'équipe avec un ton fort et menaçant. Ainsi pour bien comprendre leur motivation et réduire le niveau d'exposition des staffs et biens de NRC, il serait impérieux que de département de l'accès fasse une analyse approfondie sur cette question de commerçants qui risquent de ternir l'image et la réputation de NRC.</p>				

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Prise en charge médical des cas VBG	MSF, PPSSP, PAP RDC, HGR Kayna et les centres de santé de la zone évaluée.	Kanyabayonga, Bulotwa, Kayna, Kirumba, Luofu et Miriki	Femmes, filles et hommes survivants de violences sexuelles et sexistes,	Ces organisations appuient les structures de la zone en Kits de prévention poste Exposition.
Prévention de VGB: Formation de leaders communautaires sur les notions de VBG services disponibles	DCA	Miriki et Katsinga/air de santé Luofu	Déplacés, Retournés et résidents (tous)	Cible 4000 personnes
Santé	MSF	Kanyabayonga (2 airs de santé), Kayna, Kirumba	Tous les enfants d'entre 0 à 15 ans et les personnes de troisième âge	Soins gratuits
Réunification familiale (ENA),	ACOPE, CICR, UPDECO, AVSI	Kirumba, Kayna, Kanyabayonga et Luofu	Les enfants non accompagnés (déplacés)	CICR à des cabines téléphoniques à appel gratuit pour les déplacés à Kanyabayonga et une autre à Kirumba. Ce service sera disponible durant toute la durée de la crise M23.
Monitoring de 6 violations des droits des enfants	ACOPE sous financement de l'UNICEF	Kanyabayonga, Kayna, Kirumba, Bulotwa, Miriki et Luofu	Tous	
Documentation des cas des EAGA	UPDECO	Kanyabayonga, Bulotwa, Kayna.	Tous les statuts confondus	
Gestion des conflits fonciers et autres	CLPD, NPD, NPRCF, chefs coutumiers	Kanyabayonga, Bulotwa et Luofu	Gestion des conflits de limites de terres et des conflits conjugaux.	Processus volontaires
Prises charges psychosociales et psychologique	SOFEPADI	Zone de santé de Kayna		Le projet va jusqu'en juillet 2023.

### Gaps et recommandations

- Appui et renforcement des compétences pratiques des RECOPE de Kayabayonga, Bulotwa et Luofu Kayina à matière de droits et protection de l'enfant.
- Renforcer les capacités des acteurs locaux et leaders communautaires sur la prévention contre les violences sexuelles afin de renforcer la sensibilisation de la communauté de la zone de santé de Kayna sur l'importance de la dénonciation de cas de viol fait à la femme.
- Initier des programmes de communication pour le changement de comportement à l'égard de la communauté déplacée et d'accueil.
- Renforcer la sensibilisation de la population sur le droit des enfants afin de décourager le cas des maltraitements et exploitation des enfants.
- Aux acteurs dont les hommes armés font partie de leurs cibles, de renforcer la sensibilisation les acteurs armés sur le droit international humanitaire, droits de l'homme et violations graves de droits de l'enfant en temps de

guerre (1612) afin de réduire les risques d'utilisation et enrôlement des enfants dans des forces et groupes armés.

- Initier des projets d'encadrement des jeunes enfants afin de promouvoir la réinsertion professionnelle et socioéconomique des enfants sortis dans les forces et groupes armés.

## VBG

Les cas de VBG sont très récurrents dans la zone de santé de Kayna avec à moyenne environs 100 cas enregistrés par mois. Selon les interlocuteurs, beaucoup de cas restent sans être documentés, rapportés et pris en charge par manque d'information et d'autres à la suite de limites de la culture/habitude de la zone. Par peur des stigmatisations pour les unes et peur de perdre leurs foyers les autres préfèrent garder silence.

Il est rapporté la recrudescence des maisons de tolérances localement appelées « OG » dans la commune de Kanyabayonga, Kirumba et le restes des villages évalués (Bulotwa, Luofu et Miriki). Il est à noter que depuis le début de la crise M23, ce phénomène a pris de l'ampleur. Les jeunes filles adolescentes déplacées sont plus exploitées. Par manque de moyens pour subvenir à leurs besoins de base les femmes et filles s'adonnent à la prostitution comme stratégie de survie avec comme conséquence multiplicité des mariages précoces et grossesses indésirables de jeunes adolescentes.

Les conditions d'hébergement des familles déplacées dans les sites collectifs et la promiscuité dans les familles d'accueils n'offrent pas la dignité et la vie intimité des parents et jeunes enfants. Ces mauvaises conditions d'hébergement accroitraient le risque de violence basées sur le genre.

## Réponses données

### Gaps et recommandations

- Gaps protection VBG

Insuffisance des services de prise en charge psychologique et psychosociale (la réinsertion socio-économique des survivantes des violences sexuelles).

Insuffisance de d'information dans la communauté sur la prévention et gestion de cas de SGBV.

Faiblesse de l'autorité étatique (PNC et autorité administrative) pour le démantèlement des maisons de tolérances et fumoirs dans la commune rurale de Kanyabayonga, Kayna, Kirumba et dans les villages Luofu et Miriki qui sont à la base de la délinquance juvénile la zone.

- Recommandations :

Faire un plaidoyer auprès des acteurs intervenant dans le SGBV afin de renforcer la communication avec la population et les services disponibles dans la communauté.

Aux acteurs internationaux œuvrant du secteur de SGBV, d'envisager des séances de renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de prévention et prise en charge des cas de VBG en vue de promouvoir la l'autonomisation des ces partenaires locaux et de pérenniser le service dans la communauté.

Aux organisations intervenant dans la protection d'initier de projets d'encadrement et réinsertion professionnelle des jeunes sortis dans les groupes armés mais aussi ceux par manque de moyen n'avaient pas eu la chance de poursuivre avec les études secondaires. De tels projets réduiraient le cas de vagabondage et délinquance des jeunes gens.

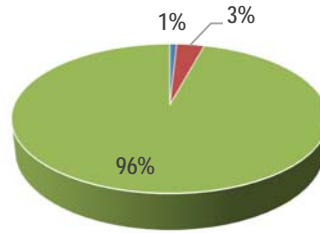
Envisager des activités génératrices de revenus aux femmes déplacés pour palier à la problématique de sexe de survie :

Au cluster protection de faire un plaidoyer à l'inspection provinciale de la police Nationale Congolaise de prendre à main la question des maisons de tolérances et fumoirs devenues arme de destruction de la jeunesse dans la commune rurale de Kanyabayonga, Kayna et Kirumba et dans les villages périphériques. Le démantèlement de ces maisons reste une priorité pendant cette période de crise.

## 6.2 Sécurité alimentaire

<i>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</i>	L'arrivée massive des déplacés en provenance de Kibirizi a eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire dans la zone d'accueil notamment à Kanyabyonga -Bulotwa – Kayna -Luofu – Miriki et Kirumba, cependant les deux dernières vagues des déplacés n'ont pas encore reçu l'assistance en sécurité alimentaire.
<b>Classification de la zone selon le IPC</b>	La zone de santé de Kayna est dans la phase 3 de l'IPC. Les différents chocs au niveau des ménages ont érodé la sécurité alimentaire et une assistance humanitaire doit donc être mise en place afin que les familles les plus vulnérables ne basculent pas dans la phase 4 de l'IPC
<b>Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise</b>	<p>Les affrontements entre le M23 et les FARDC dans la chefferie de Bwito dans Kibirizi occasionnant ainsi des déplacements massifs des populations vers l'axe Kanyabayonga – Bulotwa – Kayna – Luofu et Kirumba ont eu un impact désastreux sur la situation alimentaire des déplacées ainsi que la population hôte.</p> <p>Les secteurs agricole et élevage ont été sensiblement touchés avec des conséquences néfastes sur la vie socioéconomique des déplacés et population d'accueil. Les informations recueillies dans tous les villages sur la disponibilité de denrées alimentaires sur les marchés ont fait état d'une diminution significative en termes de quantité/volume de produits sur les marchés par rapport aux besoins de la population suite à des mouvements massifs de la population. Cette diminution quantitative des produits agricoles sur les marchés est due à l'insécurité dans certaines zones de production entraînant une hausse généralisée de prix des produits agricoles dans tous les marchés de villages évalués.</p> <p>Les informations recueillies auprès de la communauté des localités évaluées, soutiennent qu'avec l'arrivée des déplacés, il s'observe une augmentation des prix des produits agricoles de plus de 50% sur le marché les 5 derniers mois. Cette rareté des produits agricoles et la hausse généralisée des prix des denrées alimentaires et de petits bétails sur le marché rendent la vie difficile et l'accès difficile à la nourriture pour la communauté hôte et les déplacés</p> <p>Néanmoins quelques produits vivriers tels que haricot, le manioc, le maïs et patate douce sont disponibles en quantité insuffisante sur les marchés pourtant aliments de base de la zone. On signale que les petites quantités des vivres dont disposaient les familles d'accueil ont été partagées avec les ménages déplacés, ce qui accentue l'insécurité alimentaire des ménages hôtes. Les familles déplacées n'ayant pas de moyens financiers sont incapables de s'approvisionner au marché local.</p> <p>Les sources de revenus étant rares, quelques conséquences de manque d'accès à la nourriture sont clairement observées dans les ménages et pousses ces derniers à développer quelques mécanismes à haut risque pour la survie notamment la réduction de la prise des repas de deux à un par jour ou 0 repas/ Jour, composé uniquement de la pâte de farine de manioc et des légumes sans protéines animales (feuille de manioc, d'haricot, amarante) ainsi que des patates douces. Cela expose les femmes et les enfants à développer les signes de malnutrition. On signale déjà quelques cas de décès lié à la famine pour les enfants déplacés</p> <p>Le graphique ci-après du score de consommation alimentaire issu des données des enquêtes ménages corrobore les données qualitatives tirées des focus groups et des informateurs clés.</p>

### Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)



■ Acceptable > 42 ■ Limite 28,5-42 ■ Pauvre 0-28

**Commentaire :** 96% de ménages enquêtés sont dans une phase d'insécurité alimentaire avec un score de consommation alimentaire inférieur à 28. Une assistance alimentaire d'urgence est une priorité pour les nouveaux déplacés. Le score de consommation alimentaire moyen de la zone est de 19.68.

*Production agricole,  
élevage et pêche*

Le mouvement massif de déplacement des population agricultrice vers les zones sécurisées pendant la période de récolte a sensiblement impacté la production agricole dans la chefferie de Bwito Les cultures déjà matures ont été abandonnées dans les champs et ont été pillés par les éléments de M23.

Dans la zone de provenance des déplacés, l'agriculture étant une activité principale elle est basée sur les cultures de manioc, haricot, maïs, arachides et patate douces. La grande saison culturale a été raté à cause de mouvement des déplacements en répétition, cette saison agricole ratée entrainera une répercussion grande sur la disponibilité des produits agricoles dans la zone. Signalons que la chefferie de Bwito reste la zone principale d'approvisionnement des maïs, haricot et manioc.

Dans la zone de déplacement, la production agricole est entrain de décroître à cause des facteurs ci-après :

- La pauvreté du sol et la perturbation climatique,
- Les vols et pillages des denrées alimentaires dans les maisons des déplacés,
- Le vol des productions agricoles dans des champs abandonnés dans les zones de provenance,
- Non accès aux champs de productions agricoles dans les zones d'accueils du a l'insécurité ;
- En outre, le manque de semences améliorées et l'insuffisant des outils aratoires dans les ménages,

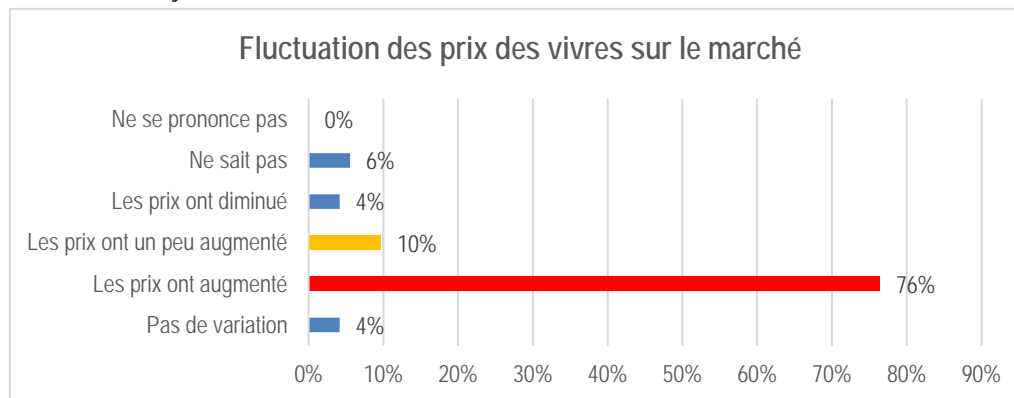
Un autre facteur important est lié à l'inaccessibilité aux champs que les ménages familles hôtes exploitaient beaucoup d'années dans le domaine de l'ICCN. La population est dans l'obligation d'exploiter les petits espaces qui sont aux alentours pour exercer leurs activités agro-pastorales avec comme conséquence une réduction sensible de la production.

Actuellement l'élevage est quasi inexistant dans cette zone. La population étant victime de la guerre, les gros et les petits bétails ont été abandonnés et pillés.

### Situation des vivres dans les marchés

Les villages de provenances sont les principaux greniers de la zone en manioc, haricot, maïs, arachide et banane. Deux marchés ont été évalué notamment le marché de Kanyabayonga qui fonctionne deux fois la semaine soit le lundi et le jeudi et le marché central de Luofu qui fonctionne aussi chaque mercredi. On observe une diminution en quantité considérables des vivres sur les marchés de Kanyabayonga et le 'grand marché de consommation et d'approvisionnement de Luofu. Les informations recueillies dans tous les focus groups sur la disponibilité de denrées alimentaires sur les marchés et sur les prix après la crise ont fait état d'une diminution en termes de quantité/volume de produits sur les marchés par rapport aux besoins de la population. Les informations reçues auprès des opérateurs économiques de la zone affirment qu'il y a une augmentation des prix de plus de 50% pour les produits agricoles à la suite d'un afflux massif des déplacés dans la zone.

Le graphique ci-après issu des enquêtes ménages illustre la fluctuation des prix des vivres sur les marchés de la zone de santé de Kayna.



**Commentaire :** 76% de ménages enquêtés ont déclarés que les prix des denrées alimentaires ont augmentés sur le marché. Les denrées les plus touchées sont celles qui sont importées et manufacturées, cependant celles produites localement n'ont pas été épargnées par le fait que la production agricole a sensiblement baissée à cause de l'accès limité aux champs dans les zones occupées par les groupes armés.

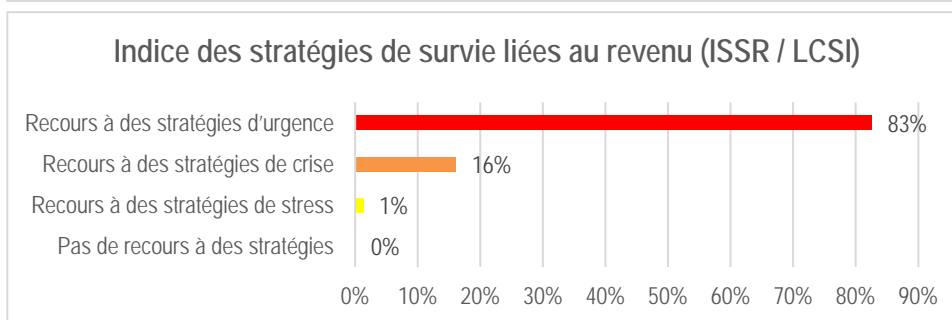
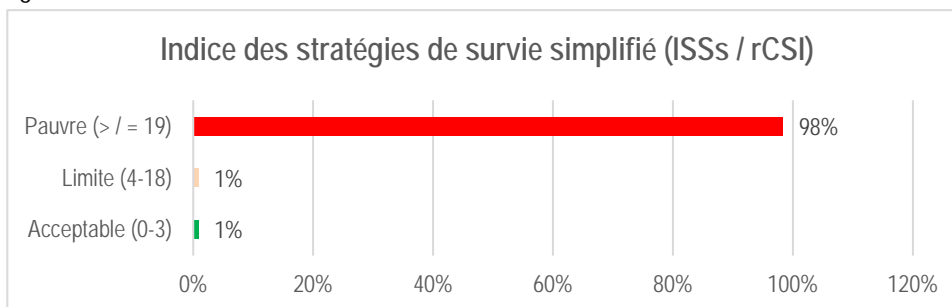


**Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise**

Pour faire face à la crise dans la zone d'accueil, les déplacés ont développé quelques stratégies de survie :

- Réduire le nombre de repas et de la quantité des aliments par jour,
- Consommer des aliments moins préférés et moins chers,
- Le vol des récoltes dans les champs des communautés hôtes ;
- La mendicité des enfants aux ménages des autochtones ;
- La prostitution des femmes et des jeunes filles ;
- **Manger les aliments moins préférés ou moins chers ;**
- Emprunter de la nourriture ou dépendre de l'aide d'un ami, de voisins, parents /familiers ;

Les deux graphiques issus des enquêtes ménages illustrent l'indice de stratégie de survie simplifié et l'indice des stratégies liées au revenu :



**Commentaire:** 98% de ménages enquêtés adoptent les stratégies de survie négatives et 83% ménages interrogés recourent à de stratégies d'urgence pour accéder au revenu. Cette situation s'explique par le fait que les déplacés n'ont pas accès aux champs et dans la zone de déplacement l'emploi n'est pas disponible, ce qui fait que quelques cas de vol et de sexe de survie sont signalés dans toutes localités évaluées.

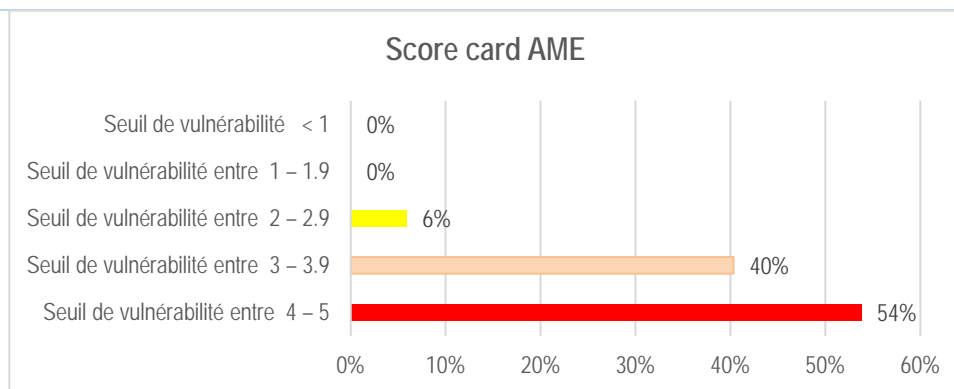
**Réponses données**

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Distribution directe des vivres	WV et Caritas / PAM	Bulotwa, Kayna, Miriki, Luofi	Les déplacés et les familles d'accueil	Les déplacés de la première en novembre 2022. Ceux de la deuxième vague en janvier 2023 et de la troisième en mars 2023 vague vont bénéficier d'une assistance alimentaire en avril
Distribution de cash inconditionnel à usage multiple	NRC	Kanyabayonga commune	Les déplacés et quelques autochtones vulnérables	Les déplacés de la première en novembre 2022

<b>Gaps et recommandations</b>	<p><b>GAP :</b> Les trois dernières vagues de déplacés de la commune de Kanyabayonga n'ont pas encore été assistées</p> <p><b>Recommandations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribution directe de vivres aux familles déplacées dans les sites et famille d'accueil ;</li> <li>• Distribution de cash pour faciliter la diversification alimentaire et faciliter le choix des vivres sur les marchés par les bénéficiaires ;</li> <li>• Développer le petits métiers (couture, menuiserie, salon coiffure, petit commerce,) pour supporter les revenus des ménages.</li> </ul>
--------------------------------	---

### 6.3 Abris et accès aux articles essentiels

<b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b>	Aucune réponse en Abris et AME pour les déplacés de Bulotwa, Kayna, Luofu, Miriki et cela pour toutes les vagues
<b>Impact de la crise sur l'abris</b>	<p>L'arrivée de nouvelles vagues de déplacés dans la zone a augmenté drastiquement la promiscuité dans les abris dans les sites et les familles d'accueil.</p> <p>Pendant l'enquête ménage, il a été observé qu'un seul abri accueille en moyenne deux ménages déplacés (entre 8 à 10 personnes).</p> <p>Ce problème de promiscuité se fait également sentir dans des familles d'accueil. Certains déplacés sont logés dans des familles d'accueil gratuitement et d'autres déplacés sont obligés de payer des contreparties soit en nature soit en travail dans les champs de la famille d'accueil.</p>
<b>Type de logement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maison empruntée gratuitement ;</li> <li>• Maison empruntée avec paiement en nature ou en espèce</li> <li>• Partage de maison avec les familles d'accueil</li> </ul>
<b>Accès aux articles ménagers essentiels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ménages déplacés n'ont presque pas d'AME disponibles dans leurs ménages ; que ça soit dans les centres collectifs que dans les familles d'accueil. Pour certains, la cuisson se fait à tour de rôle par manque d'articles ménagers essentiels. Il y a des difficultés de faire des réserves d'eau à boire et pour d'autres travaux dans le ménage par manque de récipients de stockage ;</li> <li>• Dormir sur une natte pour eux se présente maintenant comme un luxe car il n'y a que peu de ménages qui ont réussi à se déplacer avec la literie. Un grand nombre de déplacés passent la nuit sur la paille et se servent des pagnes comme couvertures.</li> <li>• Les AME les plus manquants sont : couvertures, supports des couchages, casseroles, bidons, habits, gobelets, assiettes, chaussures.</li> </ul> <p>Le graphique ci-après issu des enquêtes ménages montre le niveau de vulnérabilité des ménages déplacés en termes d'articles ménagers essentiels :</p>



**Commentaire :** 40% des ménages enquêtés sont dans une phase de vulnérabilité contre 54% de ménages qui sont dans une phase de vulnérabilité critique. Il faut noter que le score card moyen de tous les déplacés est de 4.07

#### Possibilité de prêts des articles essentiels

L'utilisation de casseroles, de bassins et d'autres AME entre plusieurs ménages a été observée pendant les enquêtes ménages. Cependant, il existe parfois des mésententes sur le partage des AME dans la zone.

#### Situation des AME dans les marchés

Le marché de Kanyabayonga, Kirumba, Butembo et Beni sont interconnectés. Les commerçants de ces axes vont à Kirumba et Butembo se ravitailler pour tous les AME. Kanyabayonga et Kirumba sont les marchés les plus fréquentés. Tous ces 2 marchés présentent une gamme d'AME comme les nattes, les pagnes, bassins, les bidons, les houes, les matelas et tous les ustensiles de cuisines.

Après l'analyse faite, les quantités des AME disponibles sur les marchés sont très importante et la capacité de réapprovisionnement couvrirait l'augmentation de la demande en cas de distribution cash.

Le graphique ci-après issu des données des enquêtes ménages montre la fluctuation des prix des articles ménagers sur le marché de l'axe évalué.

#### Faisabilité de l'assistance ménage

La distribution de cash est faisable dans la zone cependant elle présente des risques pour les bénéficiaires et l'organisation de mise en œuvre, dont les plus élevés pour les localités de Bulotwa, Luofu et Miriki sont :

- Pillage des bénéficiaires après la distribution du cash
- Multiplication des taxes illégales au niveau des barrières ;
- Multiplication d'arrestations arbitraires pour motif de paiement d'amende par le fait que les communautés assistées ont augmenté leur pouvoir d'achat à travers la distribution du cash ;
- Braquage après l'assistance en cours de route vers le domicile au cas où le site de distribution est éloigné du milieu d'habitation des bénéficiaires,

Pour les communes de Kanyabayonga, Kayna et Kirumba, le grand risque reste les dépendants des militaires et l'enregistrement des bénéficiaires.

Pour y arriver il faut travailler sur le plan de diminution des risques dont voici ci-dessous quelques éléments recommandés :

- Sensibilisation des bénéficiaires sur le profil bas après la distribution du cash ;
- Une bonne sensibilisation au préalable doit être faite et l'implication de toutes les couches de population sur la définition des critères de vulnérabilités.
- Mise en place des sites de distribution dans les villages des bénéficiaires pour éviter qu'ils ne fassent de longs trajets ;
- Mener des contacts réguliers à travers le département de la sécurité pour plaider au niveau de leaders de groupes armés sur les caractères civils de l'aide humanitaires et du site de déplacés

Réponses données : aucune réponse pour les nouveaux déplacés

**Gaps et  
recommandations**

**Gaps :**

Des ménages déplacés ont des besoins non couverts en AME/Abris.

**Recommandations :**

- Construire des abris transitionnels en faveur des déplacés en famille d'accueil incluant les latrines familiales dans les villages cibles pour les déplacés qui n'ont pas l'intention de retour ;
- Organiser une assistance intégrée Abri-AME aux déplacés aussi bien dans les sites que dans les communautés d'accueil pour améliorer leurs conditions de logement.
- Distribution du cash à usage multiple pour permettre aux déplacés de se procurer les articles ménagers essentiels

## 6.4 Moyens de subsistance

### Moyens de subsistance

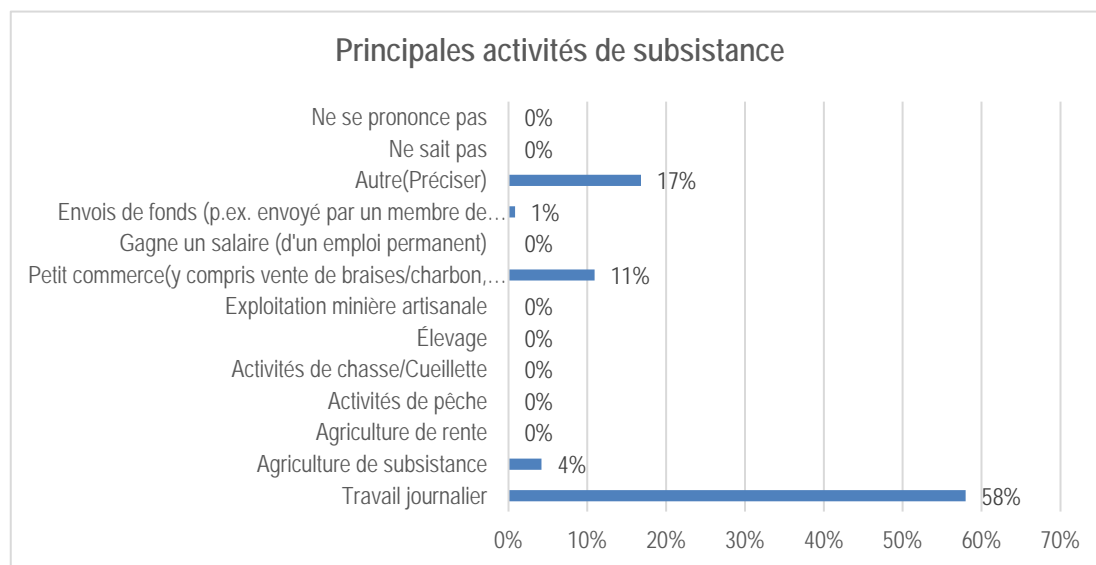
80% de la population de la zone de santé de Kayna a comme principal moyen de subsistance l'agriculture et l'élevage. A cela s'ajoute les activités de commerce et faible pourcentage des fonctionnaires de l'état qui gagne un salaire insignifiant pour couvrir les besoins mensuels des ménages.

L'accès au revenu devient est une problématique sérieuse pour les personnes déplacées. Pour subvenir à leurs besoins, les populations affectées par les crises ont développé un certain nombre de stratégies leur permettant d'accéder aux moyens de subsistance :

- Travail agricole contre nourriture
- Le travail journalier agricole et/ou non agricole moyennant 3000 FC
- Vol des récoltes dans des champs des autochtones pour couvrir leurs besoins,
- Vente des bois collectés par les enfants dans les champs,

Le revenu moyen journalier est de 2500 FC par jour pour les déplacés, Il convient de signaler que les travaux journaliers payant sont insuffisants étant donnés que les populations autochtones vivent presque dans les mêmes misères que celles de déplacés.

Le graphique ci-après issu des données des enquêtes ménages montre que 58 % de nouveaux déplacés qui sont dans la zone vivent de travaux journaliers alors que 11% de ménages pratique le petit commerce pour leur subsistance. Il faut également noter que 17 % de ménages qui ont fait mention « autre » seraient essentiellement les cas des déplacés qui volent les récoltes dans les champs des communautés hôtes et la pratique de sexe de survie pour couvrir leurs besoins.



### Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées

La perte des biens (équipements ménagers, outils aratoires, volailles, petits bétails) et des moyens de subsistance affecte considérablement les mécanismes de survie de nombreux ménages déplacés. Par suite de la crise actuelle, l'accès au champ reste difficile pour la plupart des déplacés. Les travaux journaliers agricoles, le petit commerce et le transport des colis restent les principaux moyens de substance pour les ménages déplacés et certains familles autochtones Signalons que cette misère pousse certains déplacés à rentrer dans leurs villages de provenance malgré l'insécurité persistante qui y prévaut. Ils préfèrent mourir dans leurs villages au lieu de mourir de famine dans le milieu de déplacement.

### Réponses données

Aucune réponse n'est donnée pour les déplacés dans ce secteur.

<b>Gaps et recommandations</b>	<p><b>GAP : Pas d'acteurs humanitaire donnant l'assistance en moyens de subsistances</b></p> <p><b>Recommandations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rétablissement de la sécurité par les forces de l'ordre dans les zones de provenances</li> <li>• Appuyer la population dans la création des activités génératrices des revenus</li> </ul>
--------------------------------	---

## 6.5 Eau, Hygiène et Assainissement

<b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b>	<p>Tear Fund et CICR sont dans la zone pour une réponse en WASH</p> <p><b>Tear Fund prévoit réhabiliter/construire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 20 sources avec réservoir dans 4 aires de santé dont CEPROMI, SINGAMWAMBE, KANYABAYONGA et BUBOGHO</li> <li>• Une adduction avec 9 bornes fontaines à partir de la source Kahondo qui est dans l'aire de santé de Kanyabayonga.</li> </ul> <p>Des activités promotionnelles de l'hygiène sont également prévues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Constitution des brigades scolaires dans 5 écoles de la commune de Kanyabayonga</li> <li>• Constitution et formation des comités d'hygiène dans chaque cellule de la commune de Kanyabayonga</li> <li>• Dotation des outils de creusage des fosses pour les latrines et des fosses à ordures au comité d'hygiène qui sera constitué dans chaque cellule de la commune de Kanyabayonga.</li> </ul> <p>CICR prévoit construire une adduction à partir de la source Ihunga dans l'aire de santé Kaseghe. Cette adduction va desservir les villages : Kinyondo, Kasiyiro, Bulotwa, la commune de Kanyabayonga et une partie de Kanyabayonga Bwito.</p>
<b>Risque épidémiologique</b>	<p>Un réel risque du choléra et d'autres maladies diarrhéiques est éminent dans la commune de Kanyabayonga à la suite de la carence en eau potable et de l'insuffisance des latrines dans les lieux où sont hébergés les déplacés. (Écoles, église et la parcelle qui loge le bureau de la commune de Kanyabayonga)</p> <p>Il faut noter aussi que la promiscuité dans les ménages et dans les sites spontanés les expose au risque de développement des infections des voies respiratoires.</p>
<b>Accès à l'eau après la crise</b>	<p>Le problème de l'accès à l'eau dans la commune de Kanyabayonga est tout d'abord structurel. A cela s'ajoute le surnombre des déplacés dans la zone. Les points d'eau sont surexploités et deviennent insuffisants par rapport à l'afflux massif des déplacés et les familles d'accueil. La population y puise la nuit, ce qui expose à plusieurs risques. Le nombre d'heure au lieu de puisage varie de 2 heures à 4 heures. Ce qui débouche parfois aux bagarres et conflits lié au puisage.</p> <p>Hormis le nombre insuffisant des points d'eau, la problématique de la qualité s'ajoute pour la plupart des points d'eau disponible dans la commune de Kanyabayonga que dans les autres villages qui sont desservis en eau des sources de vallée, notamment Bulotwa, plusieurs villages de l'aire de santé de Luofu (Kataro, Vuvatsi, Bunama, Kalevya et Kitobindo). Il faut noter que l'eau de la plupart des sources de vallée change de couleur pendant la période pluvieuse, ce qui met en doute la qualité de cette eau.</p> <p>Signalons que l'eau est payante pour la plupart des villages évaluées, Kanyabayonga 1000FC par mois, Kayna, Luofu et Kirumba 500FC par moi/ménage. Les ménages déplacés sont jusque-là exemptés de ces frais. En revanche à Bulotwa l'eau reste gratuite.</p> <p>Les personnes de 3<sup>e</sup> âge et les personnes à situation d'handicap ont un accès limité à la plupart des points d'eau étant donné que les robinets sont installés dans les vallées.</p> <p>Il s'observe une insuffisance des récipients de puisage et de stockage dans des ménages déplacés, ce qui leur limite davantage la capacité de stocker l'eau pour leurs besoins dans les ménages.</p>

Zone par aire de santé visité	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)
Zone 1 Commune de Kanyabayonga	Source aménagée	10 sources de vallées dont la plupart sont en délabrement avancé. La quantité de l'eau produite ne répond pas aux besoins des populations. Des longues files d'attente sont observé aux lieux de puisage suivi des bagarres	Pendant la période pluvieuse, on observe une turbidité de l'eau pour la majeure partie de ces sources. Ce qui met en doute la qualité.
	Forage	7 dont 3 ne fonctionnent plus. Les 4 qui fonctionnent ne répondent aux besoins de la population vue le nombre des personnes qui les fréquentent (présence des files d'attente toute la journée)	Des réparations sont envisagées pour la plupart de ces forages pour améliorer la qualité de l'eau.
	Bornes fontaine	30 bornes fontaine dont 25 publiques et 5 sont pour les particuliers. Elles restent insuffisantes par rapport au nombre des personnes présentes dans la zone (personnes déplacées et familles hôtes). La carence en eau fait que les jours de puisage soient réglementés par quartier à raison de 1 jour sur 2. Cela est d'autant plus inquiétant que la plupart de ménages déplacés et autochtones vulnérables n'ont pas une capacité conséquente de stockage d'eau ;	La chloration est régulière au niveau des citernes, ce qui rassure que la qualité soit plus ou moins bonne
	Rivière	Par suite de la carence de l'eau dans la commune, la population est obligée d'aller faire la lessive, la vaisselle dans les rivières qui traversent la commune avec tous les risques de contamination.	La qualité n'est pas bonne
Zone 2 : Bulotwa	Source aménagée	20 sources de vallée mais dont seulement 9 sont fréquentées. La couverture reste faible surtout que tous les points d'eau ne fonctionnent pas, à cela s'ajoute le nombre élevé des déplacés qui sont arrivés dans la zone.	Aménagées par CEPROSSAN en 2012, ces sources sont en délabrement avancé parmi lesquelles CONCERNE avait réhabilité 6 en 2022 La qualité de la plupart de ces sources reste douteuse à cause de l'état physique de l'eau qui y coule (turbidité, odeur)
	L'eau des pluies	RAS	La population estime que cette eau est propre car elle n'est pas en contact avec les excréments, et donc elle est mieux que celle qui coule dans les sources en délabrement
Zone 3 Commune de Kayna	Source aménagée	13 sources de vallée, ces sources suppléent quand l'adduction est en panne.	Aménagées depuis les années 2005 par CEPROSSAN, ces sources commencent à se délabrer (fuite au niveau du captage, destruction au lieu de puisage). Pendant la période de pluie ces eaux changent de couleur, ce qui met en doute la qualité de ses eaux
	Borne fontaine	Au total 170 bornes fontaine sont fonctionnelles dans la commune de Kayna dont 92 qui sont publiques et 72 privées. La quantité de l'eau répond à la demande de la population. Il faut toutefois signaler que 2 quartiers n'ont pas assez de bornes fontaine et on observe des files d'attente aux lieux	C'est une eau propre à la consommation.

		de puisage de quelques bornes qui y sont construites, il s'agit du quartier Nyamihindo et Kaleko	
Zone 4 LUOFU	Sources de vallée	3 sources sont fonctionnelles sur les 6 qui y sont construites. Le besoin en eau reste accru dans les villages de Kataro, Vuvatsi, Bunama, Kalevya et Kitobindo où les sources de vallée qui y étaient aménagées ne fonctionnent plus.	Pendant la période de pluie, l'eau devient trouble.
	Borne fontaine	60 bornes fontaine dont 22 sont publiques et 38 sont pour les particuliers. Les heures de puisage sont réglementées (de 6h jusqu'à 9h et de 15h jusqu'à 18h), mais depuis que les déplacés sont dans la zone, les bornes fontaines restent opérationnelles toute la journée selon le gestionnaire de cette adduction et cela pour répondre aux besoins journaliers de ces déplacés qui n'ont pas assez de récipients de stockage.	La qualité de l'eau est bonne. Mais il faut noter les pannes à répétition comme c'est un ouvrage de depuis 2010.
Type d'assainissement	<p><i>Estimatif du % de ménages avec des latrines :</i></p> <p>La moyenne des ménages d'accueil qui disposeraient des latrines varie entre 70 et 90% parmi lesquelles 30% seraient hygiéniques. A cette période de crise, les latrines sont insuffisantes et la plupart sont utilisées par plus 2 ménages, ce qui les rendent moins hygiéniques.</p> <p>Il sied de signaler que les centres collectifs des personnes déplacées (écoles, églises) dans la commune de Kanyabayonga souffrent de l'insuffisance d'ouvrages d'assainissement (latrines, fosses à ordures). Ces déplacés sont obligés de recourir aux latrines des parcelles voisines ce qui engendre de fois des conflits.</p> <p>La qualité du sol (difficile à creuser) pour certaines localités telle que la commune de Kanyabayonga et celle de Kirumba, Luofu ne permet pas aux personnes vulnérables de creuser des fosses avec une profondeur suffisante.</p> <p>Les fosses à ordures sont quasi-inexistants dans la plupart des zones évaluées. Les ordures ménagères sont jetées derrière les maisons et dans les jardins avec comme conséquence la présence des mouches.</p> <p>Les douches y sont à faible pourcentage, soit 30% des parcelles qui ont des douches. Les déplacés qui sont dans les centres collectifs et parcelles avec plusieurs déplacés sont obligés d'attendre la tombée de la nuit pour se laver</p>		
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NON.</li> </ul> <p>Nonobstant la surutilisation des latrines dans les familles qui ont accueilli des déplacés et l'insuffisance des latrines dans les centres collectifs (églises, écoles), les excréments ne traînent pas à l'air libre, et cela grâce aux sensibilisations menées régulièrement par les relais communautaires et au suivi des services d'hygiène.</p>		
Pratiques d'hygiène	<p><i>Estimatif du % de ménages avec des dispositifs de lavage de mains :</i></p> <p>Les ménages déplacés des différents centres collectifs (commune de Kanyabayonga) ainsi que ceux se trouvant dans des familles d'accueil n'ont pas de savon pour leur hygiène. On ne voit presque pas des dispositifs de lavage des mains, les règles d'hygiène de base sont observées à des faibles proportions.</p> <p>Dans les centres collectifs de Kanyabayonga et dans les parcelles qui ont accueillies plusieurs ménages, la cuisson des aliments est faite à l'extérieur sans couvercle avec le risque que la nourriture soit en contact avec les mouches.</p>		



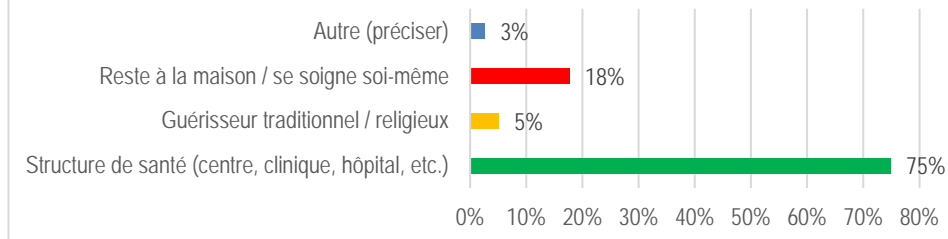
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Distribution des kits Wash (4 bidons, 1 bassins, 1 jag, 4 gobelets, 2 seaux, 4 barres de savon)	Tear Fund	Commune de Kanyabayonga	2000 ménages déplacés et vulnérables de la communauté hôte	Insuffisant par rapport aux nombres des personnes déplacés dans la zone. Le ciblage de ces ménages c'était fait avant l'arrivée massive des déplacés de la crise du 6/03/2023
Distribution des KHI (Kit Hygiène Intime)	Tear Fund	Commune de Kanyabayonga	2000 ménages des personnes déplacés et personnes vulnérables de la communauté hôte	Insuffisant par rapport aux nombres des personnes déplacées dans la zone. Le ciblage de ces ménages c'était fait avant l'arrivée massive des déplacés de la crise du 6/03/2023
Formation des leaders locaux dans le cadre de la promotion de l'hygiène	Tear Fund	Commune de Kanyabayonga	Leaders locaux de chaque quartiers	Cette formation pourra s'étendre jusqu'au comité d'hygiène qui sera constitué dans chaque cellules de tous les quartiers de la commune.
Construction des latrines et douches communautaires	CICR	Bureau Commune de Kanyabayonga	Population déplacée logeant les salles qui sont dans la parcelle du bureau de la commune de Kanyabayonga 4 portes de latrines et 4 portes des douches	Il faudrait élargir le rayon d'action, c'est dire construire également dans les centres collectifs
<b>Gaps et recommandations</b>	<p><b>I. Gaps</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance de l'eau dans la commune de Kanyabayonga et dans 7 villages de l'aire de santé de Luofu (Kataro, Vuvatsi, Bunama, Kalevya et Kitobindo)</li> <li>• L'insuffisance des latrines familiales dans les centres collectifs et dans les parcelles ayant accueillies plusieurs déplacés.</li> <li>• Faible couverture en latrines hygiéniques dans toutes les localités /communes évaluées.</li> <li>• La culture du dispositif lave-mains abandonnée</li> <li>• La faible sensibilisation de la communauté sur les règles d'hygiène et le moment clé de lavage des mains.</li> <li>• Manque des récipients de puisage et stockage de l'eau au sein des ménages déplacés</li> </ul>			
	<p><b>Recommandations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Instaurer le système de distribution de l'eau (Water trucking) dans la commune de Kanyabayonga pendant cette période de crise,</li> <li>• Systématiser la chloration aux lieux de puisage pour les sources de vallée à Kanyabayonga et à Bulotwa</li> <li>• Augmenter la couverture en eau dans la commune de Kanyabayonga, Bulotwa par une adduction et dans les 7 villages de l'aire de santé de Luofu par l'aménagement des sources de vallée.</li> <li>• Réhabiliter les puits endommagés et sources dans la commune de Kanyabayonga (Activité en cours de réalisation avec le partenaire Tear Fund)</li> <li>• Construire des latrines d'urgence dans les centres collectifs et dans les parcelles ayant accueillies plusieurs personnes déplacées dans la commune de Kanyabayonga</li> <li>• Renforcer la sensibilisation communautaire dans les milieux publics à fortes concentration des déplacés sur les règles d'hygiène, l'assainissement et l'usage du savon,</li> </ul>			

- Distribuer des bidons de stockage de l'eau aux ménages nouveaux déplacés des sites et anciens et nouveaux en familles d'accueil.

## 6.6 Santé et nutrition

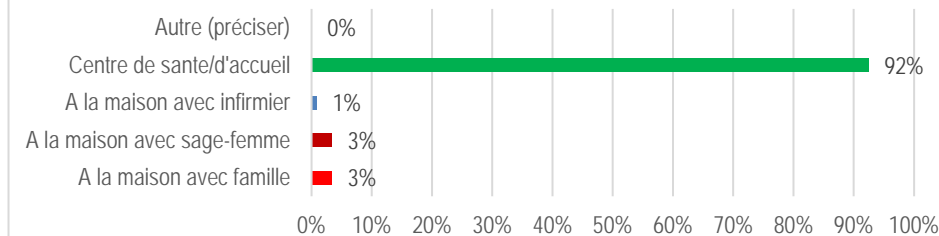
<p><b>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Oui, cependant une prise en charge qui est partielle et pour une catégorie des maladies</li> </ul>	
<p><b>Risque épidémiologique</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comme dans toutes les zones tropicales, le paludisme est la pathologie endémique occupant la première position avec un taux de morbidité très élevée estimé à plus de 3%, suivie des IRA, les gastro-entérites, les malnutritions et les IST ;</li> <li>• Taux élevé des MAPEPI par suite de la promiscuité au niveau des ménages (famille d'accueil et site des déplacés)</li> <li>• Une mauvaise utilisation des services de vaccination caractérisée par le taux d'abandon élevé,</li> <li>• Les activités de CPS sont à redynamiser. L'abandon de ces activités est l'un des facteurs favorisant l'augmentation des cas des malnutritions et l'insécurité alimentaire car non détectées et pris en charge suffisamment tôt.</li> <li>• Une très faible couverture des latrines hygiénique au niveau des ménages hôtes et dans les lieux publics.</li> <li>• Vulnérabilité très accentuée chez les enfants et femmes enceintes/allaitantes avec environs 400 cas d'enfants développant l'un de types de malnutrition et environs 200 cas des femmes enceintes/allaitantes avec malnutritions suivis mensuellement. Ceci s'observe dans les structures sanitaires disposant des intrants de prise en charge de différents types de malnutrition.</li> <li>• Vulnérabilité très accentuée chez les jeunes filles mères et enceintes de moins de 18 ans (se livrant à la prostitution sans oublier toutes les conséquences come les IST, MST) et aux mariages précoces.</li> <li>• Accès limités aux soins (Soin de Santé Primaire et santé mentale) pour une catégorie des personnes : notamment les adultes hommes et femmes, les filles et les garçons y compris les personnes de troisième âge dans toutes les structures non appuyées,</li> <li>• La couverture vaccinale dans les structures évaluées connaît un peu des perturbations et des ruptures des certains intrants ; comme le vaccin de BCG et ROTAVIR qui ont plus d'une année de ruptures</li> <li>• Un système de surveillance à base communautaire pas suffisamment actif (notamment le RECO non actif, pas de rapportage,) ; Pour la santé mentale et soutien psychosocial, certaines structures n'ont pas des services spécialisés, manque d'informations et formations essentielles sur les notions de base en santé mentale et soutien psychosocial (dans la communauté, écoles et les structures sanitaires),</li> </ul>	
<p><b>Impact de la crise sur les services</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Centres de santé, occupés ou pillés zone de départ : NON</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Centres de santé détruits, occupés ou pillés zone d'arrivée : NON</li> </ul>
<p><b>Indicateurs santé (vulnérabilité de base)</b></p>		

## Source d'obtention des soins



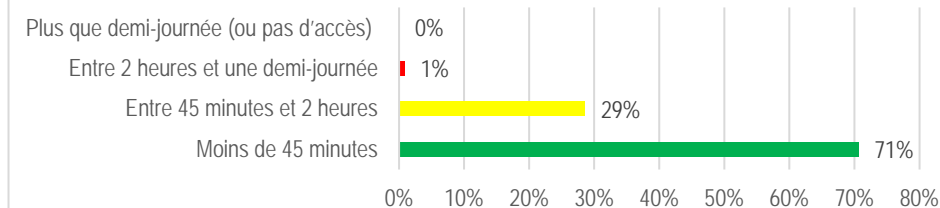
**Commentaire :** 75% de ménages enquêtés affirment qu'ils se font soigner au niveau dans des structures sanitaires alors que 18% restent à la maison pour une automédication et 5% vont chez les guérisseurs traditionnels. Cette hausse de fréquentation des structures médicales formelles est le résultat de la prise en charge gratuite des soins médicaux par IRC et CICR dans quelques aires de santé de la zone de santé de Kayna. Les 18 % qui se soignent eux-mêmes sont principalement des adultes qui ne bénéficient pas de cette gratuité de prise en charge médicale. Avec l'installation de MSF dans la zone de santé de Kayna qui va prendre en charge tout le monde, la tendance de l'automédication va certainement baisser.

## Conditions d'accouchement



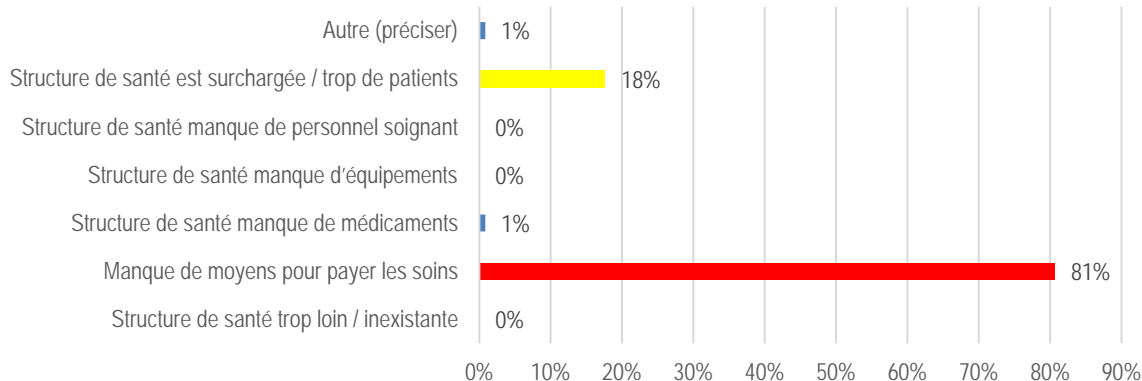
**Commentaire :** 92% de ménages enquêtés ont déclaré que les femmes se rendent aux centres de santé pour l'accouchement. Ce record est le fruit de multiples sensibilisations des comités de santé et relais communautaires sur les risques d'accouchement hors structures médicales. Cette fréquentation des structures médicales pour l'accouchement a réduit sensiblement le taux mortalité maternelle dans la zone.

## Disponibilité d'une structure de santé



**Commentaire :** L'appui de IRC et CICR sur le plan médical a un effet positif dans la zone de santé de Kayna. Les centres de santé bénéficiant de cet appui facilitent l'accès aux soins de santé aux déplacés sans parcourir un long trajet pour se faire soigner. 71% de malades font moins de 45 minutes pour atteindre les centres de santé les plus proches. Ce qui réduit sensiblement le taux de décès des malades en cours de route vers les centres de santé. Avec l'installation de MSF dans la zone de santé de Kayna, l'accès aux soins de santé primaire va baisser la tendance de ce graphique.

### Problèmes d'accès aux soins



**Commentaire :** Quand bien même les humanitaires et le BCZS se mobilisent pour faciliter la prise en charge des malades dans la zone de santé de Kayna, il y a encore de défis à relever dans certaines aires de santé. La prise en charge médicale pour les adultes déplacés n'est pas garantie. Les enquêtes ménages montrent que 81% des déplacés ont un problème d'accès aux soins de santé par manque des moyens. Cette affirmation des enquêtes ménages corrobore les informations reçues dans le focus group sur la non prise en charge des adultes par les structures appuyées par IRC et CICR. Avec l'appui de MSF, la problématique d'accès aux soins de santé primaire sera résolue.

#### Gaps et recommandations

- Positionnement dans la zone d'un autre partenaire œuvrant dans la santé nutrition avec un paquet d'activité plus consistant pouvant soulager tant soit peu les ménages déplacés et familles hôtes dans ce volet.
- Palier à la problématique de ruptures des médicaments essentiels et les intrants pour la prise en charge des cas de malnutritions dans les structures ayant bénéficié d'un appui d'un partenaire en santé nutrition.
- Mettre en place le système de la gratuité des soins pour tous les ménages déplacés surtout des nouvelles vagues ;
- Installer le système des cliniques mobiles dans les sites éloignés des structures avec un paquet PEC adéquate et la gratuite,
- Augmenter la capacité d'accueil en construisant des nouveaux bâtiments et les équipements (lits, médicaments, et autres intrants...);
- Soutenir l'accompagnement des certaines structures de la zone et la mise en place de système de mutuelle de santé déjà expérimenté avec de bon résultat dans certaines structures de la zone de santé, comme solution durable à long terme pendant qu'un partenaire prépare son exit.
- Renforcer la surveillance communautaire et appui aux RECOs ;
- Dans le cadre de renforcement des capacités, former les personnels de santé qui n'ont jamais été formés en soins de santé mental et soutien psychosocial.
- Renforcer les stratégies de sensibilisation des communautés pour adoption des bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, des femmes enceintes et allaitantes comprises.

## 6.7 Education

#### Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

Non, aucun acteur ne s'est encore positionné dans le domaine de l'éducation

<b>Impact de la crise sur l'éducation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avec le ratio moyen de 47 élèves par classe, les écoles sur l'axe Kirumba- Kanyabayonga disposent des places pour accueillir les enfants déplacés mais manquent d'équipement. Au vu du nombre élevé des déplacés qui ont convergés dans la zone, ces places risquent d'être insuffisantes.</li> <li>• Faible capacité d'accueil dans certaines écoles surtout celles avec les frais gratuits, faute de salles de classe insuffisantes et nombre limité des pupitres dans les salles de classe ;</li> <li>• Les membres du comité des parents des écoles étaient très actifs dans l'amélioration de conditions d'apprentissage à travers la construction et/ou la réhabilitation des salles des classes ou des latrines dans la plupart des écoles. Mais depuis l'entrée en vigueur de la politique de la gratuité de l'éducation de base, ils n'apportent aucun appui au fonctionnement des écoles.</li> </ul>	<p>Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Oui</u>,</li> <li>• Non</li> </ul> <p>Si oui, combien de jours de rupture : cela dépend des différentes vagues : entre 10 jours et quatre mois de rupture (cela dépend de la période où ils se sont déplacés).</p>
<b>Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise</b>	<p>Les enfants déscolarisés sont nombreux du fait du poids que portent déjà les familles d'accueil en accueillant des multiples déplacés. Certains déplacés ont confirmé avoir rencontré des familles déplacées dans les familles qui allaient les recevoir. Cela leur a poussé de se chercher une petite maison en location.</p> <p>Quant aux problèmes relatifs aux enfants, seuls les déplacés de Kiwanja seraient dans les écoles. En plus de l'espoir de retrouver rapidement leurs milieux d'origine, les déplacés de Kishishe se seraient heurtés contre trois problèmes de scolarisation de leurs enfants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A leur arrivé, les enfants des écoles de Kanyabayonga centre ont aussi fermé les écoles ;</li> <li>• L'ouverture des écoles a coïncidé avec la passation des examens du second trimestre ;</li> <li>• Les enfants venus de Kishishe et Kibirizi venaient de totaliser cinq mois de cessation des cours (du 21 novembre 2022 au 22 mars 2023 et ne pouvaient plus s'adapter à apprendre dans les mêmes classes que les collègues de l'axe Bulotwa-Kirumba – Luofu – Miriki qui n'ont connus d'arrêt des cours et ceux de Kanyabayonga qui les ont arrêtés pour une dizaine des jours- à la suite d'une psychose d'avancée de M23 vers le Sud Lubero.</li> </ul> <p>A leurs tours, les écoles ne pouvaient pas offrir des places descentes aux enfants déplacés dû à la faible capacité d'accueil consécutive à l'afflux des enfants dans les écoles par suite de la gratuité et au manque de mobilier scolaires malgré l'état de vétusté de certains bâtiments scolaires du milieu.</p>	
<b>Services d'Education dans la zone</b>	<p>La zone est gérée par une sous division éducationnelle présente dans la commune rurale de Kirumba. Elle a à son sein les services de SECOP, le Pool de l'inspection du primaire et du secondaire et les autres services spécialisés avec un sous proved assisté par deux Inspecteurs chefs de Pool dont l'un pour les écoles primaires et le second pour les écoles secondaires et professionnelles. Cette dernière éprouve des difficultés énormes de mobilité, évalués à au moins trois motos, pour permettre de faire les activités de façon cohérente. Ce besoin a été présenté par le numéro 1 de la sous division lors de la visité de l'équipe à son bureau.</p>	
<b>Capacité d'absorption</b>	<p>Environ 36070 enfants en âge d'aller à l'école sont présents dans les différentes localités concernées par cette évaluation parmi eux, environ 9017 soit 20% n'ont pas accès à l'école en dépit de l'entrée en vigueur de l'application de la politique de la gratuité de l'éducation de base pour diverses raisons. La moyenne globale du ratio par classe et par enseignant a été estimé à 44 enfants issus de la population locale c'est-à-dire qu'il y a de la place pour 11 enfants dans chacune de classes pour accueillir les enfants vulnérables locaux et les déplacés si les classes sont appuyées en pupitres et autres matériels. Mais la moyenne d'enfants par pupitre de 1,20m est de 4 enfants par pupitre au lieu et place de deux par pupitres. Certains bâtiments qui datent de l'époque</p>	

colonial sont en état de délabrement très avancé et constituent des risques sérieux pour les enfants. A celles - ci s'ajoutent certains bâtiments construits par les parents.

Des sources de la sous division affirment que 2461 enfants déplacés (1230 filles et 1231 garçons) se seraient inscrits dans les différentes écoles primaires de la place et représentent ainsi 7% des effectifs globaux. En revanche 181 (93 G et 88 F) seulement se seraient fait inscrire à l'école secondaire.

La sous division de Kirumba est constituée de 156 écoles primaires, secondaires publiques et privées. Elle a aussi 2 centres de rattrapage scolaire primaire gérés par la division des affaires sociales (DIVAS).

## Réponses données

Aucune réponse en éducation

## Gaps et recommandations

### *I. Gaps/problèmes :*

- Organiser d'espaces amis d'enfants dans les écoles localisées dans les agglomérations qui ont accueilli le plus d'enfants car tous n'ont pas accès à l'éducation.
- Former les enfants sur la protection des enfants et leurs droits pour éviter que les belligérants ne procèdent à leur recrutement dans les groupes et forces armés, notamment dans la zone contrôlée par les rebelles ;
- Mettre en place les programmes de cantine scolaire dans les écoles pour maintenir les enfants dans les salles de classe jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, car le problème lié à la famine a été évoqué lors de nos échanges dans des focus groupes avec les enfants comme l'une des causes d'abandon des enfants déplacés surtout ;
- Organiser les cours de rattrapage scolaires pour les enfants jamais scolarisés identifiés parmi les enfants hors du système scolaire et dont l'âge normale de scolarisation est dépassé ;
- Organiser des cours de récupération selon la période des cours perdue par les enfants vu qu'on distingue parmi eux ceux qui ont manqué les cours pour une période allant de 3 semaines (Kibirizi venus de Kibirizi et ceux de 5 mois qui ont fui la guerre (entre Bunagana et Kiwanza) ;
- Mettre en place des formations des jeunes des localités sur l'apprentissage du métier ou socio-professionnel et ludiques ;
- Mettre en place les activités génératrices des revenus au profit des parents d'enfants déplacés pour leur survie et répondre aux besoins de base de leur familles et l'éducation de leurs enfants après intervention ;

### *II. Recommandations :*

Mettre en place le paquet d'activités d'éducation en situation d'urgence en faveur des enfants déplacés et autochtones affectés par le déplacement :

- Sensibiliser les parents à l'éducation inclusive de tous les enfants et aux droits des enfants ;
- Organiser de cours de remise en niveau en faveur des enfants scolaire d'un à quatre mois en faveur des enfants déplacés ou autres vulnérables locaux hors système scolaire ainsi qu'en faveur des écoliers à faible rendement scolaire en premier trimestre ;
- Distribuer de matériels scolaires aux élèves, enseignants et aux écoles bénéficiaires de la mise en œuvre du projet ;
- Installer le système de référencement de cas de protection des enfants dans de structures de prise en charge dans et autour des écoles ciblées ;
- Renforcer des capacités des enseignants, directeurs appui psychosocial, le Better learning programme pour une meilleure prise en charge des enfants affectés par le conflit et les déplacements présentant des difficultés de concentration en classe ;
- Assurer la formation des membres du COPAs, directeurs et des leaders locaux sur la bonne gouvernance en milieu scolaire ;

- Elaborer les différents plans de réduction des risques en collaboration avec les communautés locales et scolaires dans toutes les écoles ciblées ;
- Organiser des activités récréatives ludiques dans les écoles qui seront ciblées par l'intervention ;
- Construire les salles de classe ou mettre à niveau les classes pour augmenter leur capacité d'accueil des enfants IDPs et vulnérables locaux hors du système scolaire.
- Construire les latrines supplémentaires pour protéger les enfants et les séparer pour l'intimité des enfants filles car plusieurs écoles en disposent en nombre insuffisants et non séparées.
- Faire le plaidoyer aux niveaux du gouvernement pour que les milliers d'enseignants non pris en charge par le gouvernement soit remis dans leurs droits.

## 7. CONCLUSION GÉNÉRALE ET RECOMMANDATIONS :

### 7.1 Conclusion Générale

Au vu des résultats présentés dans ce rapport et des besoins prioritaires exprimés par les ménages, dans les enquêtes ménages et dans les groupes de discussion, il semble qu'une assistance en vivres soit la première priorité sur la zone, afin de soulager la situation d'insécurité alimentaire rencontrée par les ménages déplacés et une assistance en articles ménagers essentiels est également nécessaire, compte tenu de l'abandon et pillage de ces articles des ménages déplacés lors du mouvement de déplacement de manière urgente dans le cadre de life saving suivi d'un plaidoyer à un niveau élevé pour le rétablissement de la sécurité dans la zone de provenance des déplacés. Sur le moyen-terme, leur résilience et leur capacité à produire suffisamment de nourriture doit être renforcée grâce à une assistance en relance agricole et activités génératrices des revenus.

Enfin, les conditions de promiscuité dans lesquelles vivent les ménages déplacés et familles d'accueil, nécessitent une assistance en abris pour les déplacés, qui pourrait également être complétée par la réhabilitation des abris des ménages autochtones les plus vulnérables.

### 7.2 Recommandations

#### **Sécurité alimentaire et moyens de subsistance :**

Une assistance alimentaire d'urgence est recommandée pour les déplacés de la commune de Kanyabayonga pour ne pas enregistrés des cas de malnutritions et des décès des enfants. Il faut noter que les trois dernières vagues des déplacés qui sont signalés dans la commune de Kanyabayonga n'ont jamais été assistés. Cette situation de famine n'épargne pas les dépendants des militaires qui se sont déplacés dans la commune de Kanyabayonga. Faire un plaidoyer que ces familles militaires soient également assistées. Dans le cas contraire, ces dernières présenteraient un risque pour activités d'assistance individuelle dans la zone. Un projet de résilience pour soutenir les moyens de subsistance seraient une solution pour les déplacés qui n'envisagent pas retourner dans leurs milieux de provenance.

#### **Santé nutrition :**

Assurer à la communauté une prise en charge médicale et leur permettre d'accéder à une alimentation équilibrée sont parmi des indicateurs clés pour une espérance de vie plus longue qu'un gouvernement doit garantir à sa population. Au vu des résultats présentés dans ce rapport et des besoins prioritaires exprimés par les ménages, dans les enquêtes ménages et dans les groupes de discussion, il semble qu'une assistance d'accès aux soins de santé primaire et nutritionnelle aux ménages déplacés serait parmi leurs priorités. Signalons que la zone de santé de Kayna étant une zone traversant depuis plus des décennies une situation d'insécurité alimentaire, s'ajoute des déplacements multiples de la population, le positionnement d'un acteur humanitaire avec un programme des projets de sécurité alimentaires est très capital pour prévenir les cas de malnutrition.

#### **Education :**

Notons en outre que le taux de non-scolarisation des enfants déplacés est de 60% pour les déplacés et 20 pourcents pour les enfants autochtones. Ce taux est favorisé par l'espérance du retour dans les zones d'origine dans le bref délais, l'inattention des parents à l'apprentissage des enfants, les responsabilités précoces des enfants quand les parents partent camper au champ, les grossesses indésirables et précoces des jeunes filles, l'alcoolisme précoce, la délinquance juvénile et les autres comportements liés aux traumatismes des enfants.

Etant donné que des milliers d'enfants n'ont pas accès à l'éducation et que ceux intégrés manquent du matériel pour leur permettre une éducation de qualité, nous recommandons de :

- Doter les enfants déplacés en kits scolaires
- Distribuer les vivres et du cash que les personnes déplacées ont recommandées au premier plan.
- Doter les écoles de matériels didactiques et des kits enseignants pour améliorer la qualité des apprentissages
- Réhabiliter et équiper les salles de classes qui présentent des risques pour les enfants à l'école.
- Assainir les espaces scolaires avec l'appui de la communauté bénéficiaire.
- Former les enseignants sur les thématiques clés des apprentissages pour un accompagnement psychosocial de qualité.
- Mettre à place des systèmes d'alerte à l'école sur les éventuelles attaques contre les écoles pour mettre les enfants à l'abri du danger.

Une évaluation sectorielle éducation sera importante pour détaillée les gaps de ce rapport rapide sur l'axe en cas de positionnement dans la zone par les intervenants.

### **Protection :**

A la suite des conditions des vies devenues de plus en plus difficiles dans la zone de déplacements, les déplacés courent plusieurs risques de protection. Ces derniers développeront des stratégies de survie à risque (Vol de produit vivrier, exploitation économique des enfants, mendier, les jeunes filles et femmes s'en donnent au sexe de survie et d'autres courent les risques de retourner dans leurs zones d'origine où la sécurité demeurent encore instable. Eu égard à ce qui précède, en cas d'une potentielle assistance dans la zone, toute personne fera de son mieux pour se faire passer comme bénéficiaire de l'assistance étant donné qu'ils sont tous d'une manière ou d'une autre par cette crise.

Ainsi pour minimiser les probables risques en cas d'identification des bénéficiaires pour une éventuelle assistance :

- A l'équipe enregistrement soutenue par la redevabilité avant et pendant le ciblage de renforcer la sensibilisation des autorités de base sur les principes humanitaires, la gratuité de l'ai humanitaire, leurs responsabilités et rôle qu'elles doivent jouer pendant la réponse humanitaire.
- Impliquer et faire participer les autorités, leaders communautaires et autres membres de la communauté dans la définition des critères de vulnérabilité.
- Au département Accès humanitaire de se déployer sur terrain pour la sensibilisation des militaires et autres groupes armés actifs dans la zone sur les principes humanitaires et le caractère civil de l'assistance humanitaire en vue de minimiser le risque de soulèvement de leurs dépendants.
- A Kanyabayonga où il y a deux comités de mouvement de population de s'assurer que tous 2 sont représentés pendant les différentes réunion communautaire pour ne pas exacerber le conflit entre eux.
- Accorder une attention particulière aux membres des comités mouvement de population, guides et enquêteurs qui seront recrutés localement pour appuyer l'identification afin de minimiser les risques de monnayage de l'enregistrement et désorientations des staffs sur la cible.



Annexe :

## Annexe 1 : Liste des personnes interviewées

N°	NOM	FONCTION	ADRESSE ET CONTACTS
1	Dr (MCZ KYNA)	Médecine chef de zone de KAYNA	KAYNA
2	Jean pierre (DN HGR KYNA)	Directeur de Nursing HGR KYNA	KAYNA 0997784911
3	Dr KAMBALE TSHONGO Jeans	Médecin Directeur HGR KYNA	KAYNA 0970200403
4	Sr MARIE JOSEE	IT CS LUOFU	LUOFU 0994512497
5	Dr Emmanuel KAMAVU	Médecin CSR KANYABAYONGA	KANYABA 0999981855
6	Dr Anselme KYALIMA	Médecin CSR KANYABAYONGA	KANYABA 0994233968
7	PALUKU MAKEMBE	CODESA CSR KANYABAYONGA	KANYABA 0994320183
8	KABUYAYA KATSWERA	ITA CSR KANYABAYONGA	KANYABA 0995358646
9	KAVIRA KAYENGA	IT CSR KANYABAYONGA	KANYABA 0973770373
10	Essaie KOMBI	IT CS BULOTWA	BULOTWA 09
11	PALUKU BURAMBIRE Honore	CODESA CS BULOTWA	BULOTWA 0977210455
12	KAKULE KISONIA Jonas	NUTRITION CS BULOTWA	BULOTWA 0976603874
13	KAHINDO MUNYALYALYO Prosperine	IT CS VUVOGHO	KANYABA 0991677903
14	KAVUGHO MONDO	NUTRITIONISTE CS VUVOGHO	KANYABA 0994599877
15	PALUKU MUPENDA	ITA CS VUVOGHO	KANYABA 0972464169
16	MBUSA MUVUNGA	IT CS SINGAMWAMBE	KANYABA 0994312702
17	KASEREKA MUVIRI	IT CS NYAMIINDO	KAYNA 0995233415
18	MUHINDO VAVESI	IT CS KAYNA	KAYNA 0997871939
19	Dr MEHEMBI POLYCARPE	CSR MULINDE	MIRIKI 0993807797
20	KABUSA	ITA CSR MULINDE	MIRIKI 0991838343
21	ZAWADI	ITA CS MIRIKI	MIRIKI 0972855355
22	KANYERE	CS ITSU	KIRUMBA 0994383977
23	KAMATE KITENDE Daniel	ITA Kishishe/ En déplacement	Kanyabayonga
24	KATAMBO MALIRO	Président Comité local de développement Kishishe/En déplacement	Kanyabayonga
25	KATEMBO MUSEGHA	Directeur EP MUSANGA	Kanyabayonga
26	KASEREKA MWENDAPOLE	Président Mouvement de population	Bulotwa
27	Jimie KIHEMU	Sécretaire rapporteur SOCIV	Kayna
28	Gaspard KASIVAHALE	RECOPE	Luofu

29	OBED	Président comité Mouvement de population	Kirumba
28	MASEKA KAMBERE	Chargé des questions humanitaires commune de Kirumba	Kirumba.
29	KAHAMBU MUKESYABUTA	Maman Genre et famille commune Kanyabayonga	Kanyabayonga
30	KAMATE KITENDE Daniel	ITA Kishishe/ En déplacement	Kanyabayonga
31	KATAMBO MALIRO	Président Comité local de développement Kishishe/En déplacement	Kanyabayonga
32	KATEMBO MUSEGHA	Directeur EP MUSANGA	Kanyabayonga
33	KASEREKA MWENDAPOLE	Président Mouvement de population	Bulotwa
34	Jimmy KIHEMU	Sécretaire rapporteur SOCIV	Kayna